

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES BURKINA FASO

CYCLE DE
PROGRAMME HUMANITAIRE
2024
PUBLIÉ EN MARS 2024



À propos

Ce document est consolidé par OCHA au nom de l'Équipe humanitaire pays et des partenaires. Il présente une compréhension commune de la crise, notamment les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant des besoins humanitaires. Il constitue une base factuelle et contribue à informer la planification stratégique conjointe de la réponse.

PHOTO EN COUVERTURE

Une petite fille étale des habits sur le site de Sougrinooma de Kaya, où elle vit avec ses parents.

Kaya/Région du Centre-Nord/Burkina Faso, Photo : OCHA/Bénédicte Bama Toé

Les désignations employées et la présentation des éléments contenus dans le rapport n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

Obtenez les dernières mises à jour



OCHA coordonne l'action humanitaire pour veiller à ce que les personnes affectées par une crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. OCHA s'efforce de surmonter les obstacles empêchant l'assistance humanitaire d'atteindre les personnes affectées par les crises et mène la mobilisation de l'assistance et des ressources pour le compte du système humanitaire.

www.unocha.org

twitter.com/OCHABurkina

Humanitarian Action

ANALYSING NEEDS AND RESPONSE

Humanitarian Action fournit un aperçu complet du paysage humanitaire. Il fournit les dernières informations vérifiées sur les besoins et la livraison de la réponse humanitaire ainsi que les contributions financières.

humanitarianaction.info



ReliefWeb Response fait partie de l'engagement d'OCHA envers la communauté humanitaire pour s'assurer que les informations pertinentes en cas d'urgence humanitaire sont disponibles pour faciliter la compréhension de la situation et la prise de décision. Il s'agit de la prochaine génération de la plateforme Humanitarian Response.

response.reliefweb.int/burkina-faso



Le Financial Tracking Service (FTS) est le principal fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire mondial, et est un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en mettant en évidence les lacunes et les priorités, contribuant ainsi à une aide humanitaire efficace, efficiente et fondée sur des principes.

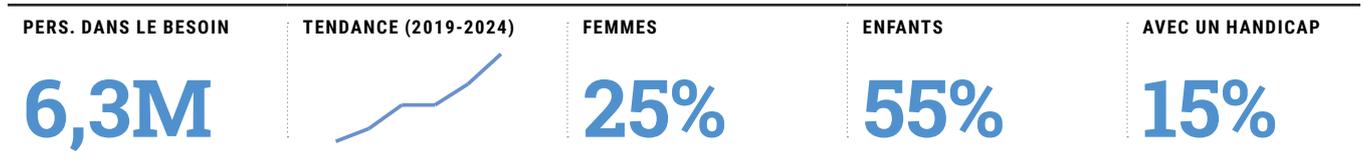
fts.unocha.org/appeals/36/summary/2024

Table des matières

04	Résumé des besoins humanitaires et des principales conclusions
07	Partie 1 : Impact de la crise et des conditions humanitaires
08	1.1 Contexte de la crise
12	1.2 Chocs et impacts de la crise
20	1.3 Conditions humanitaires
30	Partie 2 : Évolution projetée et suivi de la situation des besoins
31	2.1 Risques et chocs attendus
32	2.2 Suivi de la situation et des besoins
35	Partie 3 : Analyse sectorielle
42	Partie 4 : Annexes
43	4.1 Sources de données
44	4.2 Méthodologie
45	4.3 Lacunes et limitations des informations
46	4.4 Acronymes
47	4.5 Note de fin

Résumé des besoins humanitaires et des principales conclusions

Chiffres actuels



OUAHIGOUYA/NORD/BURKINA FASO

Des populations entrant à Ouahigouya après avoir fui des incidents sécuritaires de leur village.

Photo : OCHA/Pierre Peron

Gravité des besoins

Par genre

GENRE	PERS. DANS LE BESOIN
Garçons	1,7M
Filles	1,7M
Hommes	1,3M
Femmes	1,6M

Par âge

ÂGE	PERS. DANS LE BESOIN	% PIN
Enfants (0 - 17)	3,5M	55%
Adultes (18 - 64)	2,6M	42%
Personnes âgées (65+)	204k	3%

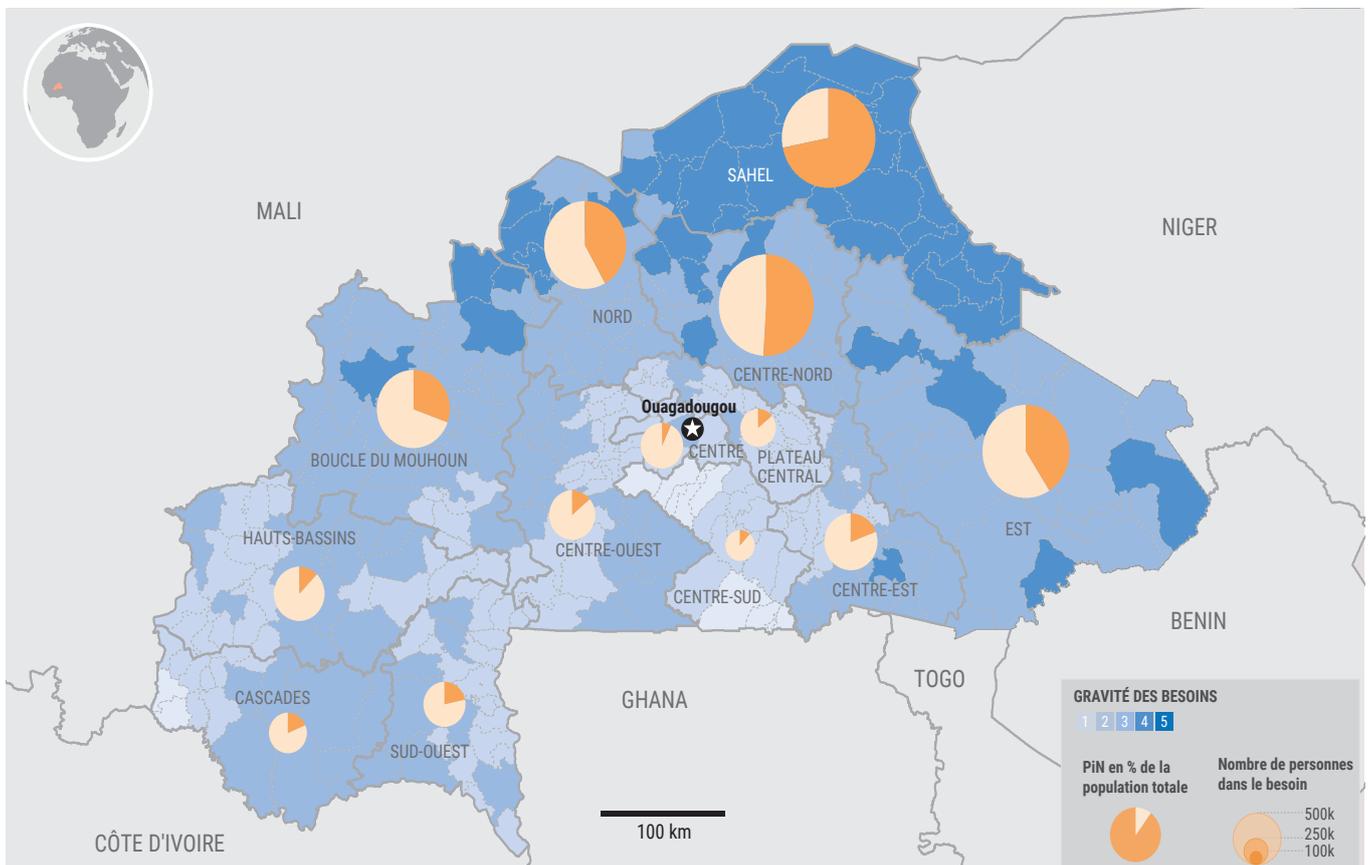
Par groupes de population

GROUPE DE POPULATION	PERS. DANS LE BESOIN
Personnes déplacées	2,4M
Communautés non déplacées	3,9M
Réfugiés et demandeurs d'asile	37k

Avec un handicap

PERS. DANS LE BESOIN	% PIN
Personnes en situation de handicap	944k

Gravité des conditions humanitaires et nombre de personnes dans le besoin



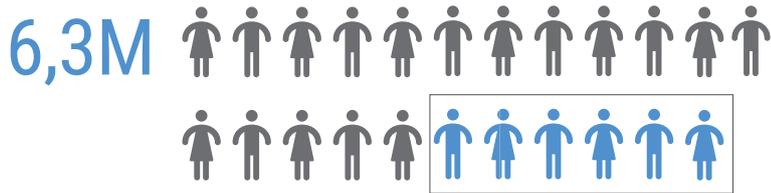
Source : Secteurs et OCHA

Estimation du nombre de personnes dans le besoin

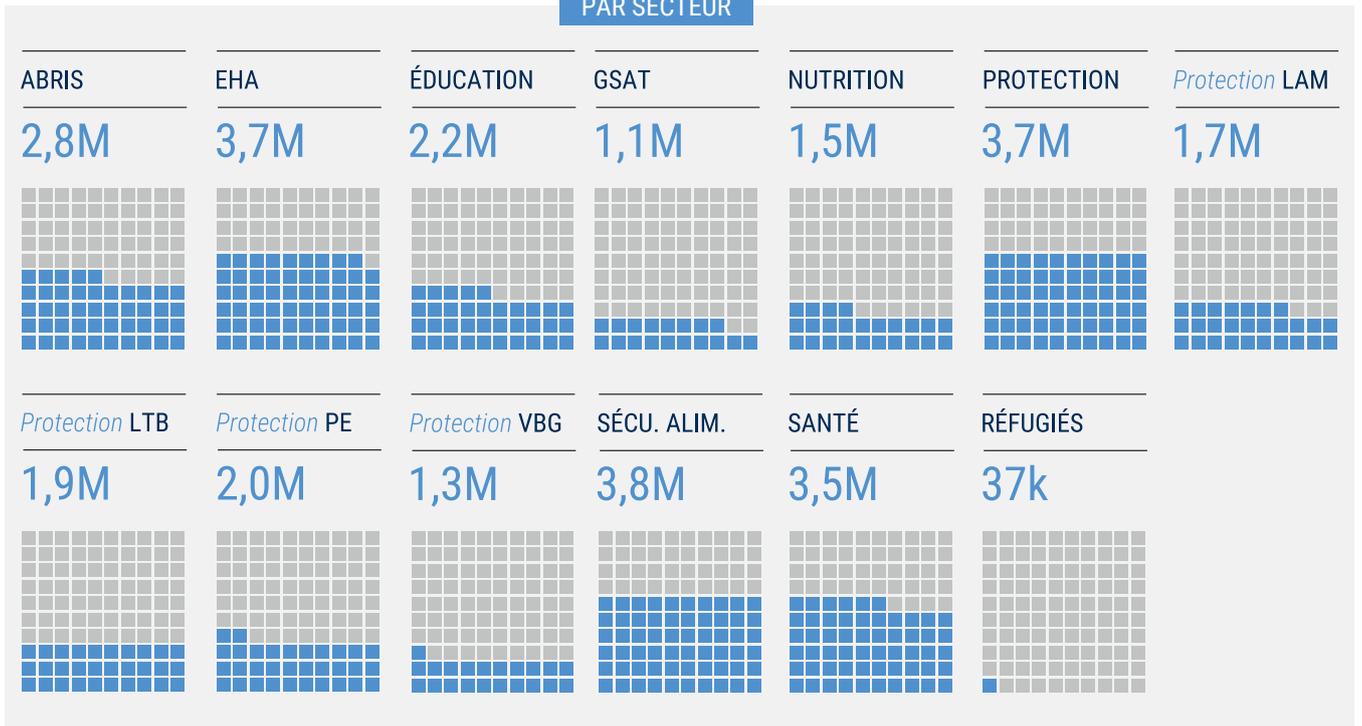
POPULATION TOTALE



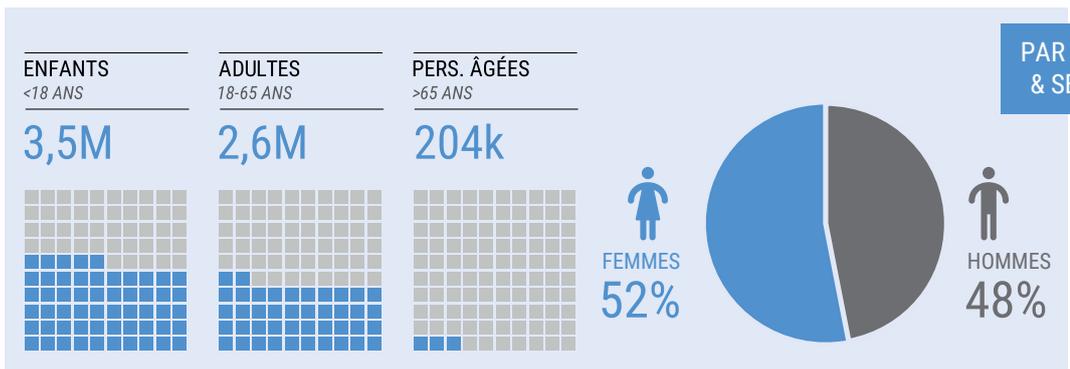
PERSONNES DANS LE BESOIN



PAR SECTEUR



PAR ÂGE & SEXE



Partie 1 :

Impact de la crise et des conditions humanitaires

BOULSA/CENTRE-NORD/BURKINA FASO

Un ménage déplacé à Boulsa, abrité dans une école faute de logements et kits abris.

Photo : OCHA/Bénédictine Bama Toé



1.1

Contexte de la crise

La crise multidimensionnelle au Burkina Faso continue de s'intensifier au vu d'une extension géographique des incidents de sécurité touchant la population civile, de nouveaux déplacements de populations et de violations accrues des droits humains, engendrant l'impact le plus dévastateur sur les populations civiles depuis ces cinq dernières années. La population du Burkina Faso fait face à une grave crise due à une insécurité généralisée qui compromet leur accès aux services sociaux de base et aux moyens de subsistance, ainsi que le respect de leurs droits humains fondamentaux et l'application effective du droit international humanitaire.

Démographie et facteurs socio-culturels

- Population : estimée à 23,3 millions de personne (projection en 2024)¹
- Augmentation de la population +3 %/ an ⇒ croissance démographique une des plus élevée des pays de la région du Sahel (après le Niger et le Tchad)²
- Caractérisée par sa jeunesse : + 77,9 % de la population a moins de 35 ans et 45,3 % de moins de 15 ans.³
- Population majoritairement rurale (73,9 %) ⁴ mais d'urbanisation rapide à cause des mouvements liés à l'insécurité
- Augmentation d'urbanisation : 22,7 % en 2006 ⇒ 31 % en 2021⁵
- Près de 59,3 % des Personnes Déplacées Internes (PDI) sont accueillies dans les zones urbaines⁶
- Plus de 71 % des personnes nouvellement déplacées entre janvier et octobre 2023 sont enregistrées dans les zones urbaines⁷
- Taille ménage : 5,2 personnes⁸
- Personnes vivant avec un handicap : 15 %⁹

Économie et Moyens d'existence

Le Burkina Faso étant l'un des pays les plus pauvres du monde, les différentes formes d'inégalités augmentent et impactent la vulnérabilité des populations. L'Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) en 2023 estime que 86,3 % de la population est en situation de pauvreté multidimensionnelle dont 66,5 % avec une intensité de privation. Le pays est classé 184ème sur 191 pays par l'Indice de Développement Humain (IDH) en 2021 et 7,3 millions de personnes vivent toujours en dessous du seuil de pauvreté.¹⁰

Une baisse des moyens de subsistance liée à la crise sécuritaire est observée. Considérant que les deux principaux moyens de subsistance des populations dans le pays sont l'agriculture et l'élevage, et que 56,2 % de la population en emploi sont des agriculteurs,¹¹ ceux-ci sont particulièrement affectés par la crise sécuritaire. De plus, 47 conflits entre agriculteurs et éleveurs ont été enregistrés en 2022,¹² généralement liés à la question foncière.

Selon l'évaluation multisectorielle des besoins MSNA (Multi-Sectoral Needs Assessment) en 2023, presque un tiers (29 %) des ménages ont rapporté une diminution de leurs revenus, et parmi eux 52 % ont rapporté que cela était dû à des difficultés d'exercer leurs emplois en raison de l'insécurité.¹³ Avec un taux de chômage de 10 % en milieu urbain et 5,1 % en milieu rural,¹⁴ le Burkina Faso a enregistré un taux d'inflation de 14,3 % en 2022 contre 3,7 % l'année précédente, couplé à une baisse de la croissance de 2,7 % en 2022 contre 6,9 % en 2021.¹⁵ Ce niveau d'inflation est considéré comme le plus élevé parmi les membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). L'inflation des articles de sécurité alimentaire a particulièrement augmenté avec une hausse qui a atteint les 30 % en 2022, ainsi que les prix des hydrocarbures (18,34 % de hausse en mai 2022),¹⁶ cette situation a aussi un impact significatif sur les

opérations humanitaires au vu de l'utilisation croissante des hélicoptères de UNHAS.

L'insécurité entrave considérablement l'accès humanitaire dans plusieurs localités du pays (la reconquête du territoire national reste la principale priorité du Gouvernement de transition) notamment dans les régions frontalières avec le Niger et au Mali.

L'accès est l'un des plus grands défis de la réponse humanitaire. Le volume des échanges commerciaux

avec le Mali et le Niger s'est considérablement réduit à cause de la situation sécuritaire. Selon le Score de Fonctionnalité des Marchés (SFM), les dimensions liées aux circuits d'approvisionnement (capacité des commerçants à renouveler leurs stocks), à l'accessibilité des routes d'accès aux marchés ainsi qu'à la disponibilité des produits sont celles qui expliquent le plus les dysfonctionnements des marchés.¹⁷

Inégalité de genre

- 109^{ème} sur 146 pays selon le rapport mondial sur l'écart entre les sexes en 2023, 133^{ème} en éducation et 138^{ème} en émancipation politique¹⁸
- 6 % des femmes (13 % hommes) ont terminé le cycle secondaire entre 2013 et 2021¹⁹
- Les femmes ont deux fois moins de chance que les hommes d'être dans les instances de décision.²⁰
- L'évaluation du genre (Plan International)²¹ dans les régions Nord, Centre-Nord, Sahel et Est montre la grave réalité des VBG au Burkina Faso.
 - 50 % des femmes ne se sentent pas en sécurité à la maison
 - 11 % ont été frappées au cours du mois précédent par leur père ou par leur frère
- Selon l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) en 2021
 - 13 % ont déclaré que c'est leur conjoint qui décidait principalement de l'utilisation de leur revenu
 - 83 % des femmes ne possèdent pas de maisons et le même pourcentage ne possède pas de terres. Ces pourcentages sont de 52 % pour les hommes qui ne possèdent pas de maison et 64 % pour ceux qui ne possèdent pas de terre.
 - 12 % des femmes de 15–49 ans en union prennent leurs propres décisions éclairées concernant les relations sexuelles, l'utilisation de la contraception et les soins de santé reproductive
 - 44 % des femmes de 15–49 ans pensent qu'il est justifié qu'un homme batte sa femme tandis que chez les hommes le pourcentage de ceux qui partagent cette opinion est de 22 %.



KAYA/CENTRE-NORD/BURKINA FASO

Amadou est déplacé avec sa grand-mère Aissa à Kaya. Il a pu reprendre sa scolarité.
Photo OCHA/Bénédicte Bama Toé

Environnement et saisonnalité

Le Burkina Faso est identifié comme l'un des 20 premiers pays au monde où les effets du changement climatique sont inévitables, susceptibles de provoquer de graves détériorations de la situation humanitaire et d'aggraver le conflit entre les agriculteurs et les éleveurs. Le changement climatique intensifie l'irrégularité de la pluviométrie (durée et période de l'année) ainsi que la couverture géographique, ce qui impacte les récoltes en raison de la difficulté de planifier en conséquence. De même, les pluies excédentaires provoquent des inondations ayant un impact sur les moyens de subsistance des populations touchées, sur les services sociaux de bases (tel que les points d'eau) ainsi sur l'accès à l'assistance humanitaire.

La vulnérabilité aux aléas climatiques

- 82,4 % des ménages ruraux pratiquant l'élevage, fortement impacté par les changements climatiques ⇒ la sécheresse entraîne un manque de pâturage et une baisse de la production agricole.²²
- Impact inondations sur les routes (Exemple de Sanmatenga, Centre Nord):²³
 - 27 des 35 axes routiers évalués sont touchés par les inondations et difficilement praticables
 - 17 axes identifiés comme les plus impactés ; plus d'un tiers des 17 axes sont touchés plus de 9 fois par an
 - Augmentation du coût de transport dans 51 % des cas

Contexte sécuritaire

Les populations civiles continuent d'être victimes d'incidents sécuritaires. Quoique les incidents sont principalement concentrés dans les régions du Centre-Nord, Est, Nord et Sahel, on voit une nette augmentation des incidents dans les régions de la Boucle du Mouhoun et des Cascades depuis 2021.

Incidents sécuritaires entre janvier et octobre 2023

- 1 431 incidents de sécurités signalés, comparé à 1 437 pour la même période en 2022²⁴
- De janvier à octobre 2023, l'impact des incidents de sécurité sur les civils au Burkina Faso a augmenté de 65 % par rapport à la même période de l'année précédente.²⁵
- De janvier à octobre 2022, 196 incidents liés aux Engins explosifs improvisés (EEI) ayant fait 378 victimes (170 tuées et 208 blessées) dont 45 % de civils (92 blessées et 77 tuées) enregistré. A la même période en 2023, on enregistre 142 incidents, ayant causé 254 victimes (95 tués et 136 blessés) dont 65 % de civils avec une expansion de la menace dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord et des Cascades ainsi que les Hauts-Bassins.²⁶
- 3 travailleurs humanitaires tués et 3 blessés ; 12 autres travailleurs humanitaires kidnappés (entre janvier et octobre 2023)²⁷
- 49 incidents affectant des ONG entre janvier et octobre 2023 (contre 55 sur la même période en 2022), plus de 80 % reliés à des vols et aux confinements (36 %).²⁸
- Destructures récurrentes de ponts : 1 au Centre-Nord, et 3 à l'Est.²⁹



KORSIMORO/CENTRE-NORD/BURKINA FASO

Soutenue par le FAO, cette maraichère est contente de l'évolution de sa parcelle.
Photo FAO/Aminata Diallo

Profil technologique et infrastructures

La dégradation des infrastructures routières, la faiblesse du réseau électrique, du secteur bancaire et les télécommunications n'offrent pas de socle solide au secteur économique.

- 42 % du réseau routier est praticable tout au long de l'année (82 % des routes nationales, 20 % des routes régionales et seulement 3 % des routes départementales).³⁰
- 28 destinations du Service aérien d'aide humanitaire des Nations unies (UNHAS) avec des vols réguliers, une augmentation de 40 % comparé à 2022, et 18 destinations avec des vols ponctuels (juillet 2023).³¹
- Le réseau électrique ⇒ faible couverture géographique, 4,7 % en 2014 de couverture en zone rurale.³²
- Réseau internet : 50,8 % en 2020, les zones non couvertes impactent la modalité de transferts monétaires.³³



OUAHIGOUYA/NORD/BURKINA FASO

Amidou, déplacé à Ouahigouya suite au déguerpissement de son village. Un hôte lui a prêté une maisonnette qu'il a laissée à ses épouses et filles. Photo : OCHA/Pierre Peron

1.2 Chocs et impacts de la crise

Au Burkina Faso, les principaux chocs identifiés sont l'insécurité et la violence ainsi que les effets des aléas climatiques tels que les inondations et vents violents et la sécheresse. Les impacts de ces chocs se combinent et renforcent la vulnérabilité de la population touchée. En effet, les différents impacts des chocs de la crise sont indissociables car cumulatifs les uns aux autres. De fait, l'insécurité expose la population à une plus grande vulnérabilité, les obligeant à se déplacer. À cela s'ajoutent d'autres chocs, tels que les inondations et la sécheresse, impactant particulièrement les personnes déjà

vulnérables. En effet, les PDI sont particulièrement affectées par les inondations, car souvent elles sont sans abri ou seulement avec des abris de fortune. De même, la sécheresse entraîne des conséquences sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence lorsqu'on considère l'accès déjà limité aux moyens de subsistance agro-sylvo-pastoraux. Bien que l'ampleur de ces chocs puisse être considérée comme limitée, elle devient importante lorsque combinée aux autres effets de l'insécurité.

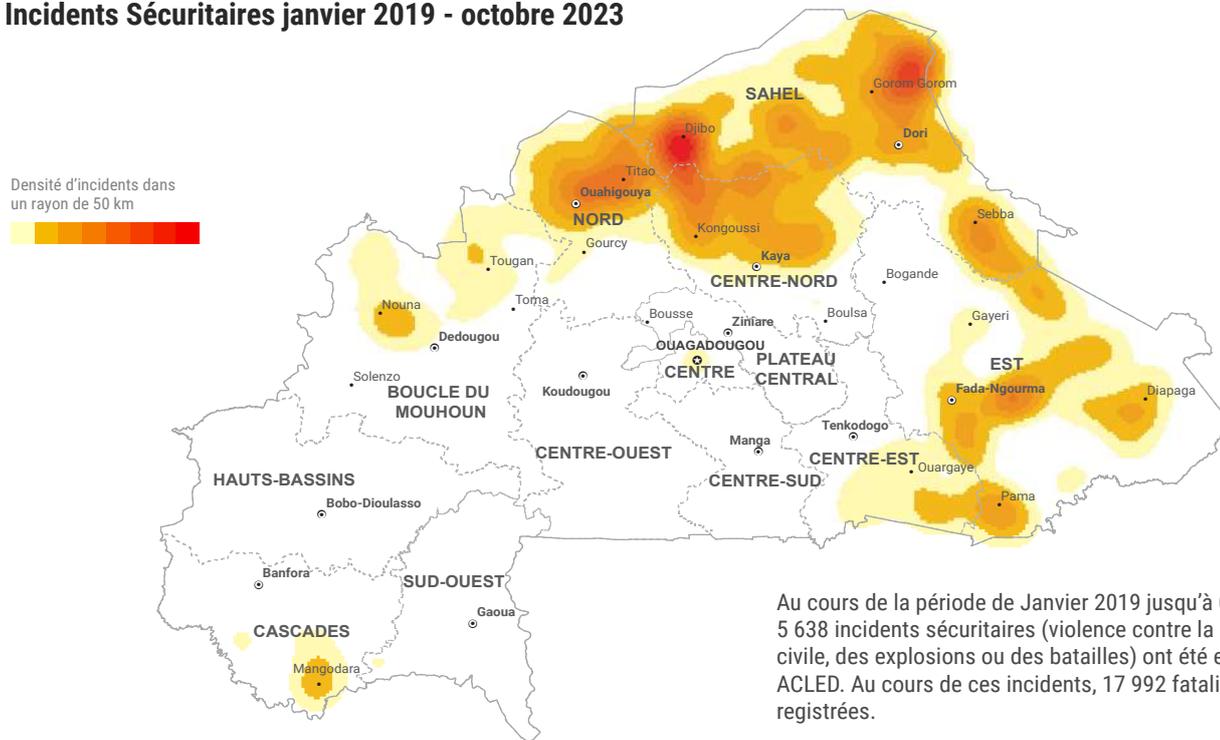
Insécurité et violences

En 2023, comme lors des années précédentes, le pays a connu un grand nombre de chocs violents.

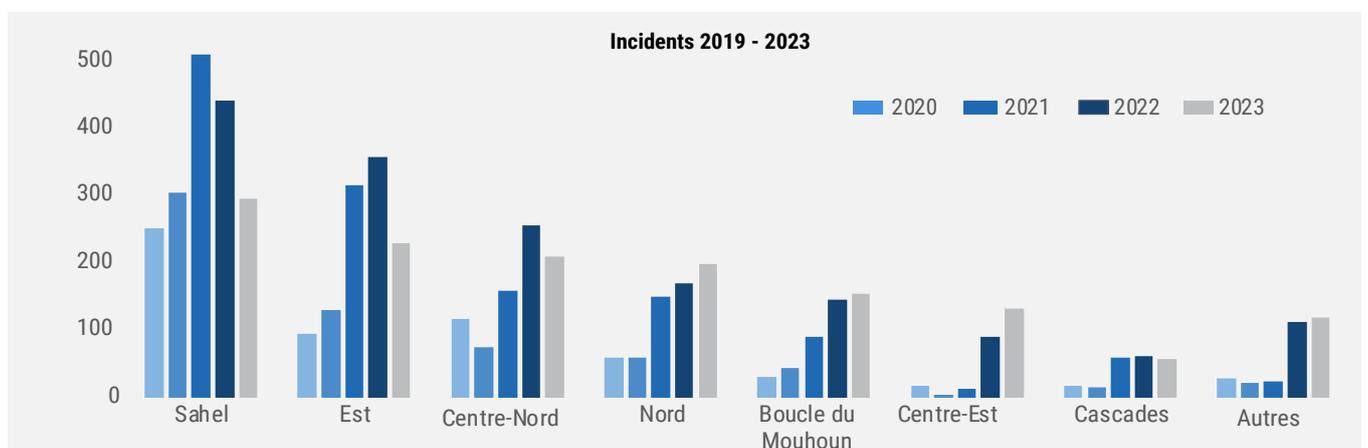
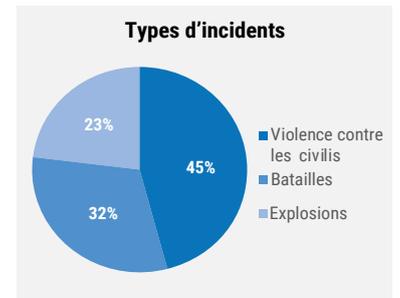
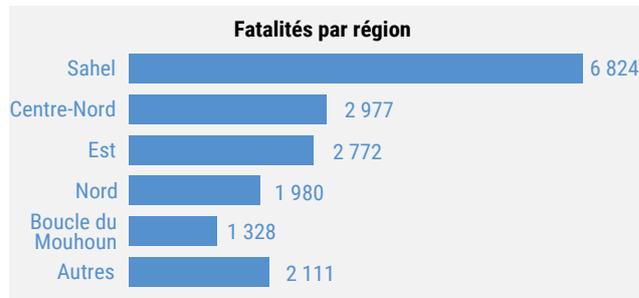
Les mouvements de populations forcés, qui réduisent l'accès de la population aux services sociaux de base et aux moyens de subsistance, contribuent ainsi

à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, sont les principales conséquences. Selon ACLED, la région du Sahel a enregistré le plus grand nombre d'incidents de sécurité entre janvier et octobre 2023 (21 % du total des 1 437 incidents, suivie par les régions de l'Est (16 %), du Centre Nord (15 %) et du Nord (15 %).³⁴

Incidents Sécuritaires janvier 2019 - octobre 2023



Au cours de la période de Janvier 2019 jusqu'à Octobre 2023, 5 638 incidents sécuritaires (violence contre la population civile, des explosions ou des batailles) ont été enregistrés par ACLED. Au cours de ces incidents, 17 992 fatalités ont été enregistrées.



Des déplacements forcés de plus en plus nombreux et prolongés.

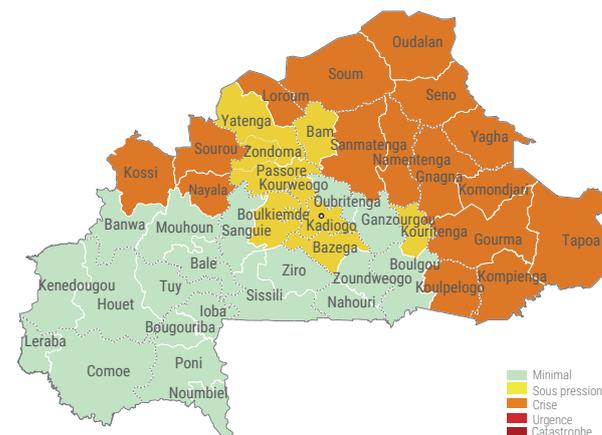
2 062 534 de personnes se sont déplacées à l'intérieur du pays à la date du 31 mars 2023, selon le CONASUR (soit près de 10 % de la population totale du pays). Selon la MSNA 2023, 39 % des personnes déplacées ont été déplacées plus de 2 années, et 20 % plus d'une fois (on a en effet observé en 2023 une augmentation des mouvements secondaires). Selon le Groupe de Coordination Opérationnelle de la Réponse Rapide (GCORR), entre janvier et octobre 2023, 93 alertes des mouvements de population ont été enregistrés, comparé à 89 alertes par rapport à la même période de l'année précédente. Il convient de noter que le nombre total annuel d'alertes a augmenté de 77 en 2021 à 112 en 2022 (45 % d'augmentation). Si la tendance actuelle (à la date du 31 octobre) se poursuit, il est fort probable que le nombre total d'alertes en 2023 soit supérieur à celui de 2022. De plus, les alertes concernent un plus grand nombre de personnes avec 6 600 personnes nouvellement déplacées en moyenne par alerte en 2023 (janvier – octobre 2023), comparé à 4 500 en 2022. Dans le cadre de la coordination de la réponse rapide, il a été rapporté que 612 368 personnes nouvellement déplacées³⁵ entre janvier et octobre 2023 (à la date du 14 décembre) dont 435 542 personnes (71 %) principalement dans 10 localités, dont 9 sont les chefs-lieux régionaux ou provinciaux. Cela montre que les déplacements se font de plus en plus vers les zones urbaines et péri-urbaines.

En plus des déplacements, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe à laquelle le Burkina Faso est confrontée est l'une des conséquences majeures de l'insécurité.

Selon le Cadre Harmonisé (CH) de novembre 2023, la projection de la période de soudure annuelle (juin-août 2024) estime que près de 3 millions de personnes seraient confrontées à des situations d'insécurité alimentaire et nutritionnelle au cours de la période dont 425 349 personnes en phase IPC 4 [urgence]. La malnutrition aigüe met en danger la vie de plus de 1,3 millions de personnes (filles et garçons de moins de 5 ans, femmes enceintes et allaitantes). Il convient de noter que les zones d'insécurité alimentaire aigüe correspondent aux zones d'insécurité (avec des zones plus difficiles d'accès) et à la concentration des déplacements.

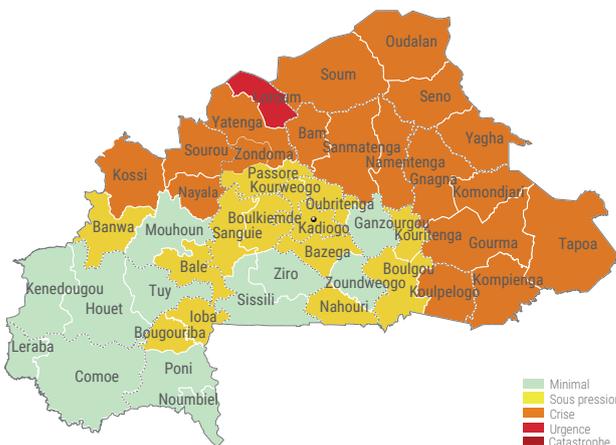
CH Phase courante par province

Octobre-Novembre-Décembre 2023

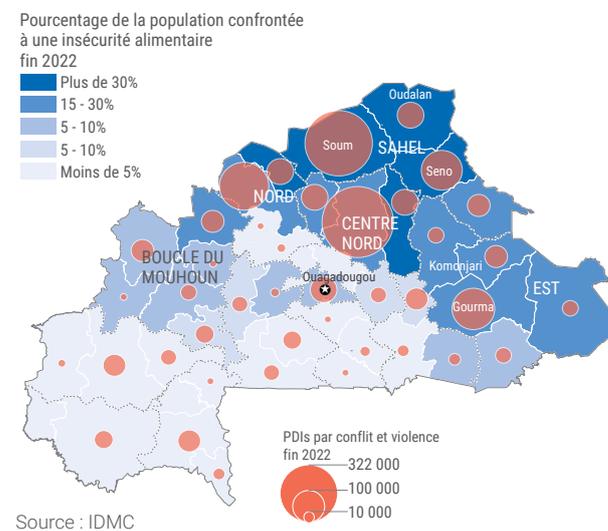


CH Phase projetée par province

Juin-Juillet-Août 2024

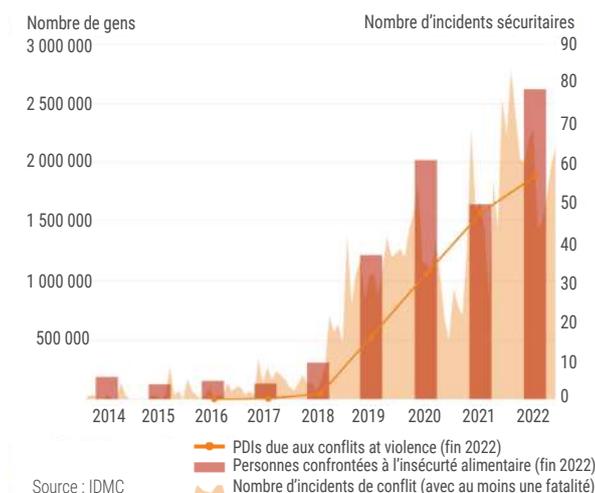


Empreinte spatiale des PDIs et de l'insécurité en 2022



Source : IDMC

Evolution des incidents de conflits, PDI et personnes confrontées à l'insécurité alimentaire, 2014-2022



Dans la récente évaluation SMART Rapid menée en juin - juillet 2023, sur les 25 localités enquêtées, 22 sont en situation d'urgence de malnutrition aiguë globale (GAM), avec des taux de prévalence élevés et très élevés. De plus, 17 localités sur 25 enquêtées présentent une prévalence de la malnutrition aiguë sévère (MAS) supérieures à 2 %.

La destruction délibérée des infrastructures de services sociaux de base, souvent ciblée contre les populations civiles, prive les populations de l'accès aux besoins fondamentaux. En 2023, 43 infrastructures d'eau (Pompes à Motricité Humaine (PMH), Poste d'Eau Autonome (PEA), Adduction d'eau potable simplifiée (AEPS) et réseau urbain) ont été sabotées au cours des 33 attaques entre janvier et octobre 2023, impactant l'accès à l'eau à 144 123 personnes.³⁶ De plus, 778 formations sanitaires sur 2 117 (37 %) sont fermées ou fonctionnent partiellement dans 10 sur 13 régions du pays, privant près de 3,6 millions de personnes d'accès aux soins de santé. Entre janvier et septembre 2023, neuf attaques ont été adressées directement contre les services de soins de santé faisant deux victimes et 17 ambulances ont été volées ou détruites. Aussi, il est dénombré 117 formations sanitaires qui ont été saccagées.³⁷ En outre, plus d'un million d'enfants sont affectés par la fermeture d'environ 6 150 établissements scolaires (soit près du quart des infrastructures d'éducation du pays).³⁸

Résumé des résultats de l'enquête SMART rapide

Commune	PDI	HÔTE	TOTAL
	MAG P/T %		
Tougouri	21,5	-	22,6
Matiacoali	17,5	17,3	17,4
Dedougou	13,9	20,8	16,3
Gayeri	17,3		15,4
Nouna	12,8		15,4
Gorom-Gorom	13,0		14,0
Dori	12,0		14,4
Seguenega	13,8	14,1	13,9
Barsalogho	-		13,3
Fada	-		13,1
Kaya	12,1	15,1	13,0
Kompienga	11,6		12,0
Pissila	9,1	14,7	11,2
Ouahigouya	9,8	11,7	10,5
Djibo	10,2	10,2	10,2
Pama	9,0	11,1	9,7
Titao	8,9	10,0	9,3
Ouargaye	6,4		5,5
Localité			
Diapaga			21,2
Sebba			18,0
Bourzanga	13,8	15,9	14,5
Kongoussi			14,2
Gorgadji	14,2		13,6
Pensa			11,6
Bani	10,3		10,4

Prévalence	Seuil	Prévalence	Seuil
Très faible	<2,5%	Élevé	10-14%
Faible	2,5-5%	Très Élevé	>=15%
Modéré	5-9%		

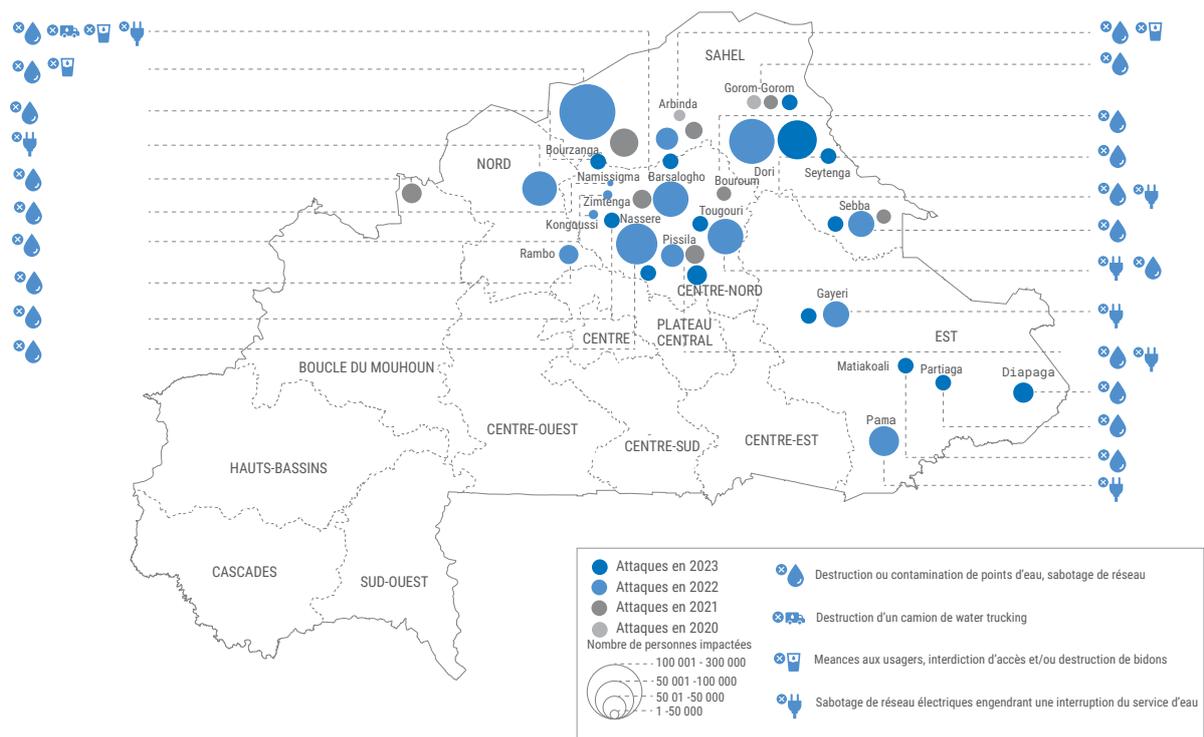
Situation des écoles au 31 octobre 2023

Région	# écoles fermées	% des écoles fermées	# total des élèves affectés par la fermeture	% des élèves affectés par la fermeture
Boucle du Mouhoun	1 162	51%	222K	24%
Cascades	185	19%	26K	7%
Centre-Est	276	14%	37K	5%
Centre-Nord	916	43%	142K	18%
Centre-Ouest	41	2%	7K	1%
Centre-Sud	1	0%	0K	0%
Est	1 039	59%	174K	20%
Hauts-Bassins	257	10%	26K	3%
Nord	730	29%	126K	16%
Sahel	1 030	86%	118K	18%
Sud-Ouest	86	7%	11K	3%

Situation des formations sanitaires (FS) au 31 octobre 2023

Région	FS fermées	% FS fermées	%FS avec services réduits	Pop privée de soins	% Pop privée de soins
Boucle du Mouhoun	55	20%	36%	499K	14%
Cascades	17	13%	15%	322K	9%
Centre-Est	22	11%	10%	202K	6%
Centre-Nord	93	49%	15%	810K	22%
Centre-Ouest	6	2%	4%	38K	1%
Centre-Sud	0	0%	0%	0K	0%
Est	38	20%	63%	372K	10%
Hauts-Bassins	1	0%	0%	0K	0%
Nord	68	26%	13%	421K	12%
Sahel	88	66%	33%	877K	24%
Sud-Ouest	10	7%	3%	86K	2%

Attaques des points d'eau de 2020 à 2023



Source: Cluster WASH, Burkina Faso, Septembre 2023

L'environnement de protection des populations civiles au Burkina Faso se dégrade à la suite de la persistance des chocs sécuritaires importants. Selon le Monitoring de Protection (Projet 21), le nombre total d'incident de protection, incluant toutes les catégories, a connu une augmentation substantielle ; entre janvier et septembre 2023, 4 588 cas d'incidents de protection ont été documentés, par rapport à 2 912 cas à la même période en 2022 soit une augmentation d'environ 58 %.

Plusieurs risques de protection ont été identifiés à travers le Protection Analysis Update (PAU). Les attaques contre les civils et les objectifs civils ont augmenté de 123 %, tandis que les atteintes au droit à la propriété et au logement ont augmenté de 95 %. Ces augmentations sont particulièrement marquées dans les régions du Nord et du Centre-Nord.

Cette évolution est corroborée par l'augmentation des incidents liés aux engins explosifs improvisés, qui ont fait 159 victimes, dont 72 civils. La santé mentale des plus vulnérables, en particulier des femmes, des filles et des enfants, est également durement impactée par la situation sécuritaire.

En conclusion, il est à noter que la plupart des types de violence basée sur le genre ont enregistré des augmentations significatives en 2023 par rapport à

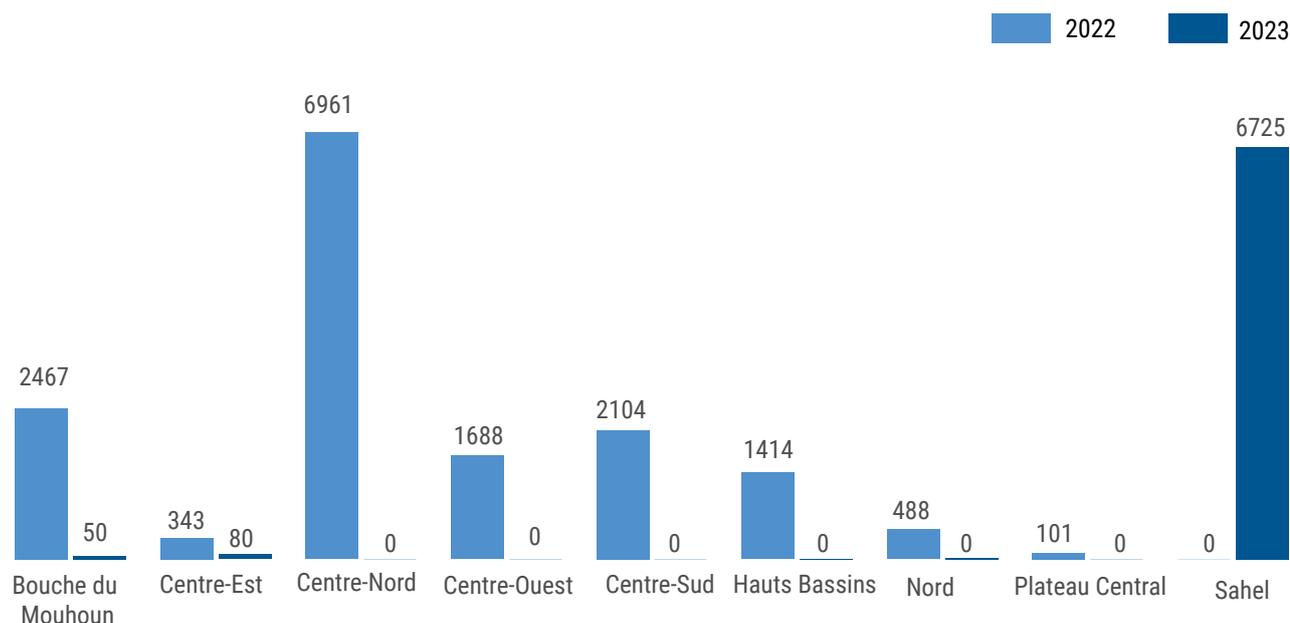
2022, avec des variations allant de 6,36 % pour les viols à 261 % pour les agressions sexuelles. L'analyse globale révèle une tendance préoccupante à la hausse des cas d'incident de violence basée sur le genre, en particulier en ce qui concerne les agressions sexuelles et physiques. A cause du manque de capacité de réponse, d'accès humanitaire et de sous-financement, 36 % de personnes survivantes de viol n'ont pas bénéficié d'une prise en charge médicale.

De plus, entre janvier 2022 et juin 2023, l'enquête de Projet 21 montre que les proportions de réponses choisies par les personnes enquêtées affirmant la possession de documents civils et d'identité a diminué (- 2 %). Ces causes relèvent principalement de la perte qui aurait eu lieu au cours du déplacement.

Inondations et vents violents

Les inondations, soit des débordements d'eau à la suite de pluies torrentielles, et les vents violents surviennent de façon cyclique au Burkina Faso pendant la saison des pluies, et ont des répercussions sur les services sociaux de base, les biens et les personnes. En effet, les PDI sont particulièrement affectées par les inondations et vents violents, car souvent elles sont sans abri ou seulement avec des abris de fortune.

Inondation : Personnes sinistrées



Source : CONASUR

Selon le CONASUR en 2023, il est estimé qu'environ 3 047 ménages affectés par les vents violents et l'inondation dans les régions du Sahel, Boucle du Mouhoun, Centre-Est, le Nord et les Hauts-Bassins.³⁹ En termes des statistiques annuelles, selon CONASUR, 6 890 personnes ont été affectées par les inondations en 2023 contre 15 566 en 2022. Au total, 2756 habitations endommagées et 2678 habitations détruites. Il faut rappeler que ces inondations et vents violents affectent également les populations présentes dans les sites et zones d'accueil de ces régions précitées.

Bien que les contraintes d'accès physique au Burkina Faso soient principalement dues à l'insécurité, plutôt qu'aux catastrophes naturelles, la montée des eaux due aux inondations et la dégradation des infrastructures routières (axes et ponts impraticables) coupent et/ou compliquent l'accès terrestre, y compris les routes à Soudougou (Centre-Est), Kouka, Sanaba et Guibasso (Boucle du Mouhoun).

Sècheresse

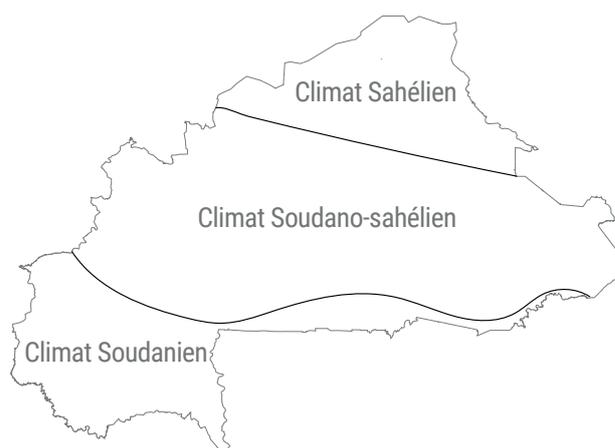
Le Burkina Faso, pays de la région du Sahel, est susceptible de connaître des sécheresses récurrentes.

De point de vue historique, la sécheresse a été le principal moteur des besoins humanitaires avant la survenue de la crise sécuritaire. Au cours de cette période, les impacts de la sécheresse ont été notés comme étant les plus graves en 1980, 1990, 2011 et 2013/2014. En 2021, selon le gouvernement, le Burkina Faso a connu des poches de sécheresse durant la saison sèche. Ces poches ont touché 67,5 % des superficies exploitées contre seulement 8,1 % en 2020. Cette baisse de la pluviométrie a entraîné une baisse de la production agricole dans certaines localités,⁴⁰ bien qu'il ne s'agisse pas d'une sécheresse de grande ampleur comme celles des années 1970. En 2023, 144 ménages ont été touchés par la sécheresse dans les régions Centre-Est, Boucle-Mouhoun, les Hauts-bassins, le Nord, le Sahel et le Plateau Central.

Le climat du Burkina Faso est caractérisé comme un climat tropical sec. Le pays a trois zones climatiques distinctes, dont la zone du nord « sahélienne », la zone du centre « soudano-sahélienne », et la zone du sud «

soudanienne », qui divisent globalement le pays en trois bandes horizontales. Les précipitations moyennes sont les plus faibles dans la zone sahélienne (600 mm de moyenne annuelle) où la population est au risque élevé de faire face aux impacts de sécheresse.

Zones climatiques



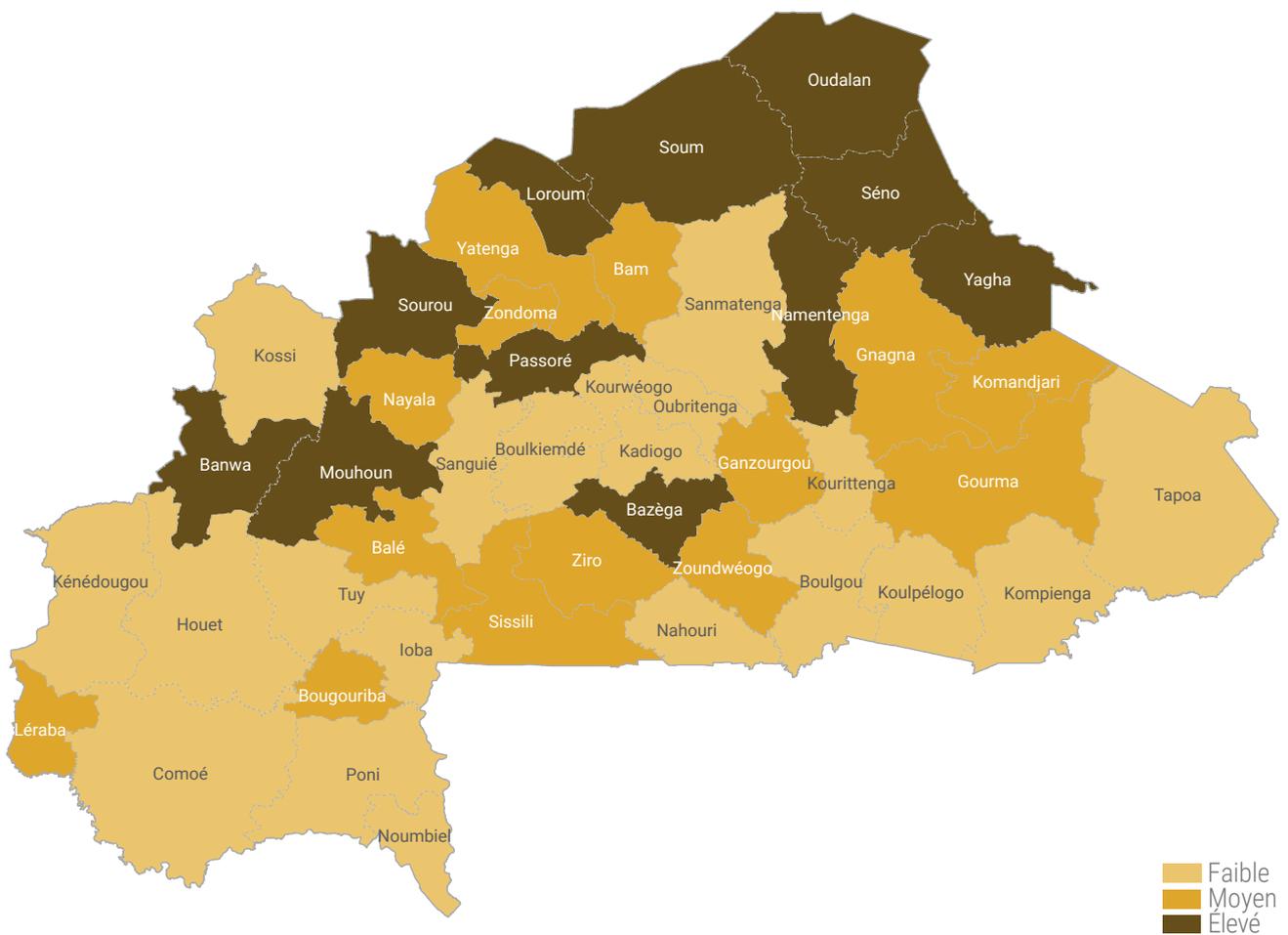
Source: Direction Générale de la Météorologie

D'après les prévisions de l'Agence Nationale de la Météorologie (ANAM-BF) au 25 septembre 2023, des séquences sèches en fin de saison des pluies sont attendues au Burkina en 2023. En effet, vers la fin de la saison des pluies, il est attendu des séquences sèches dont la durée pourrait être longue et proche de la moyenne comparativement à la normale établie sur la période de référence 1991-2020 sur l'ensemble du pays. Les impacts couramment cités de la sécheresse comprennent l'épuisement de l'eau et d'autres ressources naturelles, la réduction des rendements des cultures, la diminution de la qualité et de la quantité du bétail, une incidence plus élevée de la malnutrition et des maladies, ainsi que des marchés et des mécanismes financiers déstabilisés. En effet, la sécheresse et l'aridité des terres agricoles augmentent l'insécurité alimentaire et la malnutrition. En lien avec la crise actuelle, la pression sur les ressources (terres arabes pour les cultures et le bétail, disponibilité de l'eau) entraîne des conflits intercommunautaires et impacte la cohésion sociale entre les personnes déplacées et les populations d'accueil.

De plus, l'un des impacts du changement climatique est la désertification.⁴¹ Depuis plusieurs décennies, des pluies moins abondantes et des températures plus élevées, qui ont contribué à l'ensablement et à l'envasement des lacs et des rivières du pays, subissent en outre une très forte évaporation, ainsi qu'à un déclin à long terme de la capacité des retenues d'eau. La vulnérabilité chronique et récurrente due aux changements climatiques, combinée à la

vulnérabilité aiguë et actuelle causée par l'insécurité et la violence, crée un contexte où tout futur événement de sécheresse pourrait avoir un effet déstabilisateur majeur. Cela pourrait conduire à des conditions catastrophiques pour les populations touchées, en particulier pour celles qui sont déjà dans un état de besoin humanitaire.

Risque de survenue de sécheresse



Source : DGESS/MARAH



LORUM/NORD/BURKINA FASO

Distribution de vivres alimentaires aux ménages vulnérables. Photo : SaveTheChildrenBurkina/Abdul Karim Lagafou

1.3 Conditions humanitaires

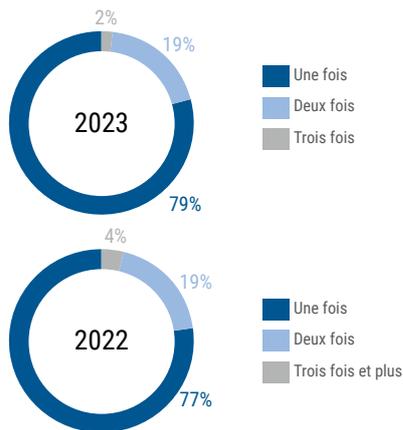
L'insécurité est un défi majeur pour la population au Burkina Faso, en raison de la persistance de la violence dans le pays, qui affecte principalement les populations civiles.⁴² Cette insécurité a entraîné d'importants déplacements de population,⁴³ privant les personnes déplacées, non-déplacées et les réfugiés de services sociaux essentiels.

1.3.1 Personnes déplacées internes (PDI)

Les déplacements internes au Burkina Faso, qui deviennent de plus en plus prolongés et répétitifs, sont un facteur clé de l'augmentation de la

vulnérabilité dans le pays. Ces mouvements répétés de population à l'intérieur des frontières nationales, souvent en réponse à des situations d'insécurité ou de désastres environnementaux, aggravent les conditions de vie précaire et accentuent les besoins humanitaires. Cette situation rend les communautés déplacées particulièrement vulnérables, affectant leur stabilité et leur accès aux ressources essentielles. Selon la MSNA, plus de la moitié des PDI enquêtées sont déplacées depuis plus d'un an, et 21 % des PDI se sont déplacées plus d'une fois.

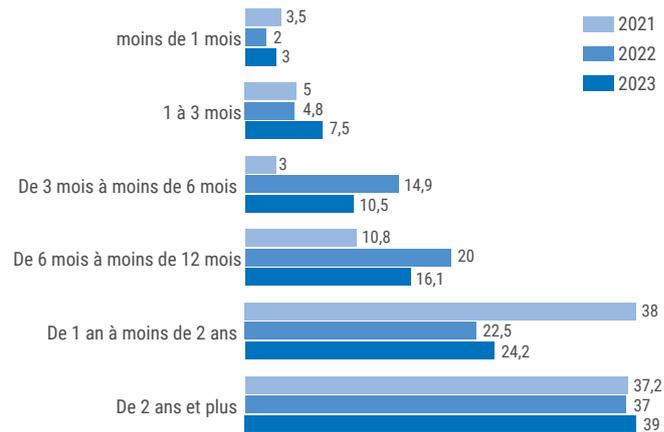
Pourcentage des ménages déplacés par nombre de déplacement avant d'arriver dans leur localité actuelle



Source : MSNA 2023

De plus, selon les données de la MSNA, la durée des déplacements internes varie selon les régions. La région du Sahel se distingue avec 45,2 % des ménages en déplacement depuis plus de 3 ans, ce qui exerce une pression notable sur les infrastructures de santé. Le Centre-Sud présente une situation similaire, avec 36,2 % des ménages en déplacement prolongé, ainsi que des déplacements de 1 à moins de 2 ans (16 %), ce qui suggère une demande accrue de service sociaux de base. En revanche, dans la Boucle du Mouhoun, la

Pourcentage des ménages déplacés par durée du déplacement depuis le lieu d'origine



Source : MSNA 2023

majorité des déplacements sont plus récents, avec 59,3 % de moins d'un an. Dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est, et du Nord du Burkina Faso, la proportion élevée de personnes déplacées internes (PDI) est principalement due à l'escalade de l'insécurité et aux actes de violence visant les populations civiles. Cette situation a mis en lumière une crise humanitaire grave. Les mouvements des populations sont souvent préventifs et s'orientent vers les zones stables, à la recherche de services sociaux et de paix sociale.

Pourcentage des ménages déplacés par région d'origine et la destination

Région actuelle d'installation des ménages déplacés interrogés

	Boucle du Mouhoun	Cascades	Centre Est	Centre Nord	Centre Ouest	Est	Hauts-Bassins	Nord	Sahel	Centre	Sud Ouest	Centre-Sud	Plateau Central
Boucle du Mouhoun	76	-	-	-	8	-	14	0,7	-	0,9	-	3	-
Cascades	0,3	62	-	-	-	-	6	-	-	-	16	2	-
Centre-Est	-	-	44	-	-	0,8	-	-	-	0,9	-	2	3
Centre-Nord	7	7	16	90	21	1	18	7	0,2	33	35	62	55
Centre-Ouest	0,2	-	-	-	28	-	-	-	-	-	-	-	-
Est	-	-	29	-	-	97	0,6	-	-	-	2	1	18
Hauts-Bassins	-	-	-	-	-	-	12	-	-	-	0,9	-	-
Nord	3	11	0,1	-	8	-	12	83	-	6	7	1	2
Sahel	13	19	11	10	29	-	36	9	99,8	59	9	28	22
Sud-Ouest	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	30	-	-
Centre-Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-

Source : MSNA 2023

Les principales préoccupations en matière de protection sont la violence physique, le viol, suivi du risque d'enlèvement et d'atteinte à l'intégrité physique des personnes. Ces inquiétudes sont particulièrement prononcées dans les régions fortement affectées par la crise sécuritaire. Ces résultats sont préoccupants et indiquent que les personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso sont exposées à un risque élevé de violence.

53 % des ménages déplacés ont rapporté avoir craint pour la sécurité des membres de leur ménage au cours des 6 mois précédant l'enquête. Cette crainte est particulièrement forte pour les hommes et les garçons, avec 63 % contre 36 % pour les ménages de non-déplacés. Les hommes et les garçons sont particulièrement vulnérables à l'enlèvement, à la violence physique et à l'assassinats, qui sont les principaux risques mentionnés par les ménages déplacés.

Les femmes et les filles déplacées sont également vulnérables au viol et aux violences sexuelles. 30 % de ménages déplacés (contre 20 % de non-déplacées) ont rapporté l'existence de VBG commises ou subies dans leur localité au cours des 6 mois précédant l'enquête.

La présence d'engins explosifs improvisés (EEI) est également une source de préoccupation, surtout pour les PDI. Dans l'ensemble, moins de 1 % des ménages (PDI et non-PDI) ont signalé avoir été victimes d'un incident EEI, au cours des mois précédant l'enquête. Cependant, le taux de signalement au sein des PDI est plus élevé que la moyenne entre PDI et non-déplacés dans les régions des Cascades (3,7 %), du Nord (3,7 %), du Centre-Nord (2 %).

Dans ce contexte, **la santé mentale des plus vulnérables est durement impactée par la violence quotidienne, en particulier celle des femmes et des filles et des enfants.**

L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des menaces croissantes pour les ménages déplacés. La crise se caractérise, entre autres, par une insécurité alimentaire croissante et des inquiétudes marquées concernant la malnutrition infantile. Selon les données de la MSNA, en termes de score de consommation

alimentaire (FCS) et de classification de l'échelle de la faim (HHS), la sévérité de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition est particulièrement plus élevée chez les PDI comparée à celle des non-PDI.

De plus, plus des ménages déplacés (52 %) que de ménages non déplacés (36 %) ont exprimé leur inquiétude par rapport à la situation nutritionnelle de leurs enfants. En particulier, les régions du Sahel (62 %), du Centre-Nord (75 %), les Cascades (72 %), Est (55 %) et Centre-Est (51 %) présentent les taux les plus élevés de ménages déplacés inquiets de l'état nutritionnel de leurs enfants. Dans ces régions, l'insécurité est le principal facteur de l'insécurité alimentaire. En effet, l'insécurité et la violence perturbent les activités agricoles et l'accès aux services de base, notamment l'alimentation et la santé.

Les mouvements de population causés par l'insécurité ont un effet déstabilisant sur les moyens de subsistance des ménages. Les personnes déplacées sont souvent contraintes de quitter leurs terres agricoles, de laisser derrière elles leurs biens et leurs outils de protection et sont confrontés à des difficultés d'inclusion socio-économiques dans les localités d'accueil. Cela entraîne une perte de revenus, une insécurité alimentaire et une dépendance accrue à l'aide humanitaire.

Par exemple, selon les données de la MSNA, le revenu médian des ménages déplacés était de 55 000 FCFA au cours des 30 jours précédant l'enquête, soit la moitié du revenu médian des ménages non déplacés (110 000 FCFA). De plus, 78 % des ménages déplacés interrogés ont déclaré ne pas avoir accès aux terres pour la culture ou l'élevage, contre 35 % des ménages non-PDI.

Dans les régions touchées par l'insécurité, l'agriculture est gravement perturbée. Les agriculteurs ne peuvent pas accéder à leurs champs en raison des menaces pour leur sécurité, ce qui entraîne une baisse de la production agricole. Quant aux éleveurs, ils subissent des pertes de bétail dues aux vols ou à l'impossibilité d'emmener ou de faire paître leur bétail dans les zones d'accueil.

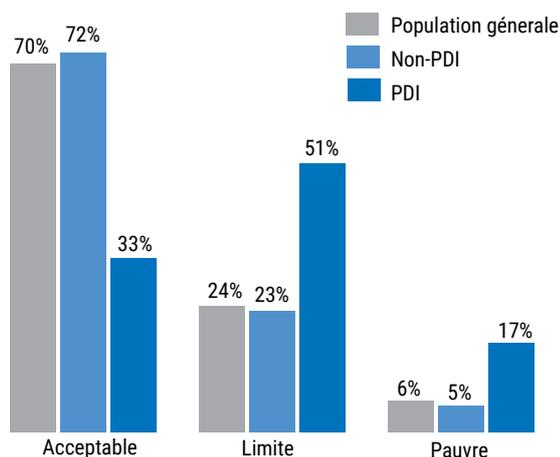
Les enfants confrontés à l'insécurité et à la pauvreté sont privés d'une éducation adéquate. Selon la MSNA, dans la plupart des régions du pays, 15% des enfants déplacés et 5% des enfants non-déplacés (de 5 à 17 ans) qui étaient inscrits à l'école formelle au cours de l'année scolaire 2022-2023 ont rapporté avoir abandonné l'école au cours de l'année, principalement en raison de l'impossibilité d'assumer les coûts liés à l'éducation et de l'absence ou de la fermeture d'écoles dans la communauté, ce qui est directement ou indirectement lié à l'insécurité.

Plus précisément, le taux de non-inscription d'enfants est plus élevé au sein des enfants PDI (50 %). Cela

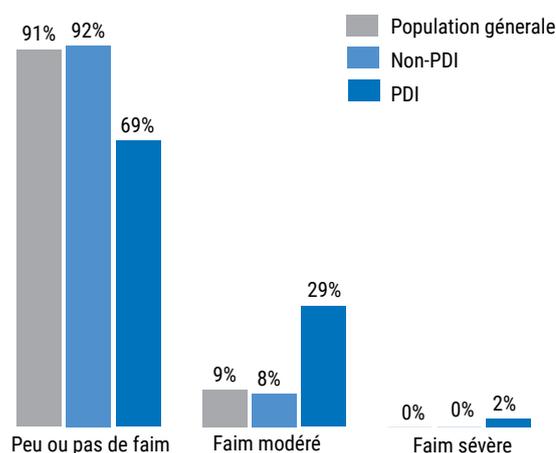
signifie que les familles déplacés internes subissent de manière disproportionnée cette crise dans le secteur de l'éducation. Pour la population générale, les régions les plus concernées par les abandons parmi les enfants inscrits sont le Centre-Nord (14%), le Sahel (13%) et le Nord (12%).

Selon la MSNA, pour les enfants déplacés, les régions les plus concernées sont les Hauts-Bassins (22%), Centre-Est (19%), Centre-Ouest (19%), Nord (19%), Sahel (18%) et Plateau-Central (18%). Dans ces régions, les facteurs d'abandon scolaire sont multiples, mais les déplacements forcés, le manque de moyens et la fermeture d'écoles sont les plus importants.

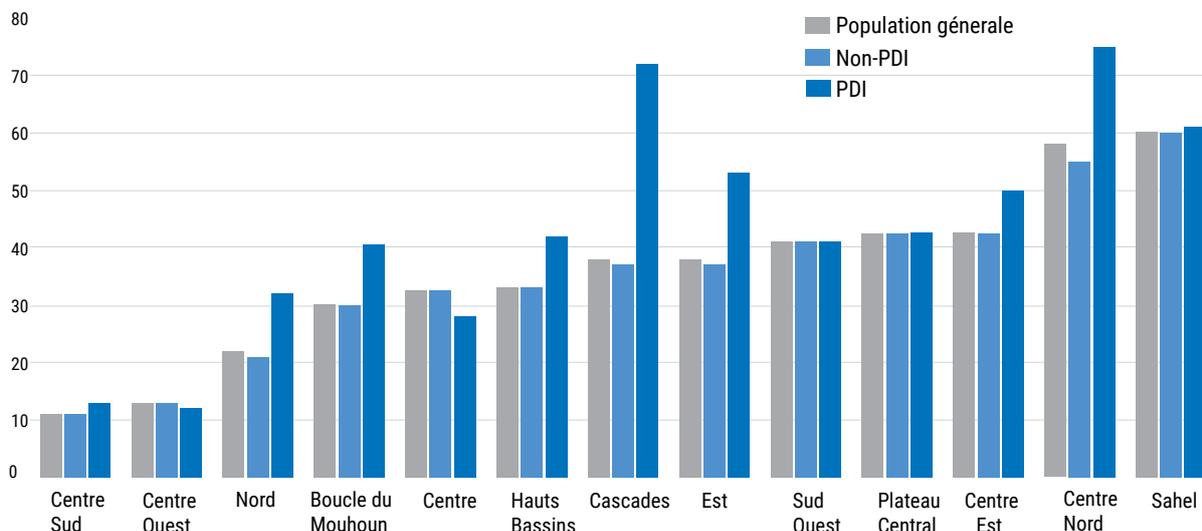
% de ménages selon la classification du score de consommation alimentaire (FCS)



% de ménages selon la classification de l'échelle de la faim (HHS)



% de ménages composés d'au moins un enfant de moins de 5 ans préoccupés par la situation nutritionnelle d'un ou plusieurs des enfants de moins de 5 ans



Source : MSNA 2023

Il est préoccupant de constater que certains ménages ayant des enfants de 5 à 17 ans sont impliqués dans des tâches telles que la recherche d'eau (14,7 %), le travail domestique (2,6 %), et même la mendicité (0,2 %), ce qui soulève des inquiétudes quant à leur bien-être, leur droit à l'éducation et la protection liés à leur situation de vulnérabilité. Cela montre que les enfants des ménages PDI sont plus susceptibles d'être impliqués dans des activités liées à la subsistance de la famille au lieu d'étudier, même si les écoles étaient accessibles.

Les PDI vivent dans des conditions de vie et de logement précaires. Elles ne bénéficient pas d'une protection adéquate. Elles sont exposées à des risques de protection importants, y compris les VBG.

Selon les données du cluster GSAT, 17 % des ménages déplacés vivent dans un site d'accueil temporaire (SAT). Ces données indiquent que 83% des ménages déplacés ont choisi de résider dans des zones d'accueil de déplacement (ZAD),⁴⁴ ce qui peut refléter la gravité de la crise de déplacement ou le manque de solutions de logement alternatives.

Les types d'abris occupés par certains PDI hors SAT sont des abris de fortune ou improvisés, souvent constitués de matériaux tels que la paille et les sachets plastiques. Ces abris sont souvent insalubres et inadaptés, ce qui expose les ménages PDI et leurs enfants à un risque accru de maladie et de stress psychologiques ou de blessures.

PDI vivant dans les SAT identifiés par le cluster GSAT et les partenaires humanitaires

Région	Nombre de SAT	% des PDI dans les SAT
Centre-Nord	93	40%
Nord	10	4%
Sahel	17	12%

Dans un contexte d'instabilité où les infrastructures (services) de santé sont déficientes, le manque d'accès à la nourriture et à l'eau potable représente

une menace considérable pour la santé de la population, en particulier pour les PDI.

Selon les données de la MSNA, un pourcentage significatif de ménages déplacés au Burkina Faso rencontre des problèmes d'accès à l'eau et aux installations sanitaires. S'agissant du problème d'accès à l'eau, la majorité des ménages déplacés au Burkina Faso, soit 79 %, signalent des difficultés. Les régions les plus touchées comprennent les Cascades, le Nord, l'Est, le Centre-Est, le Centre-Nord, et le Plateau Central, avec des taux de problèmes d'accès à l'eau dépassant les 80 %. Les principaux problèmes sont l'attente trop longue à cause d'une grande affluence, la distance au point d'eau trop grande, la qualité de l'eau et le manque de récipients pour transporter ou stocker l'eau.

En ce qui concerne l'accès aux installations de douche et de toilette, les données montrent que 52 % des ménages PDI ont rencontré des problèmes liés à cet accès. Les régions les plus touchées par ces difficultés sont le Nord, le Centre-Est, les Cascades, le Sud-Ouest et le Plateau Central, où plus de 60 % des ménages PDI signalent des problèmes. Ces défis peuvent être attribués à divers facteurs, notamment la pauvreté, qui rend les ménages à faibles revenus moins susceptibles d'avoir accès à des installations sanitaires adéquates.

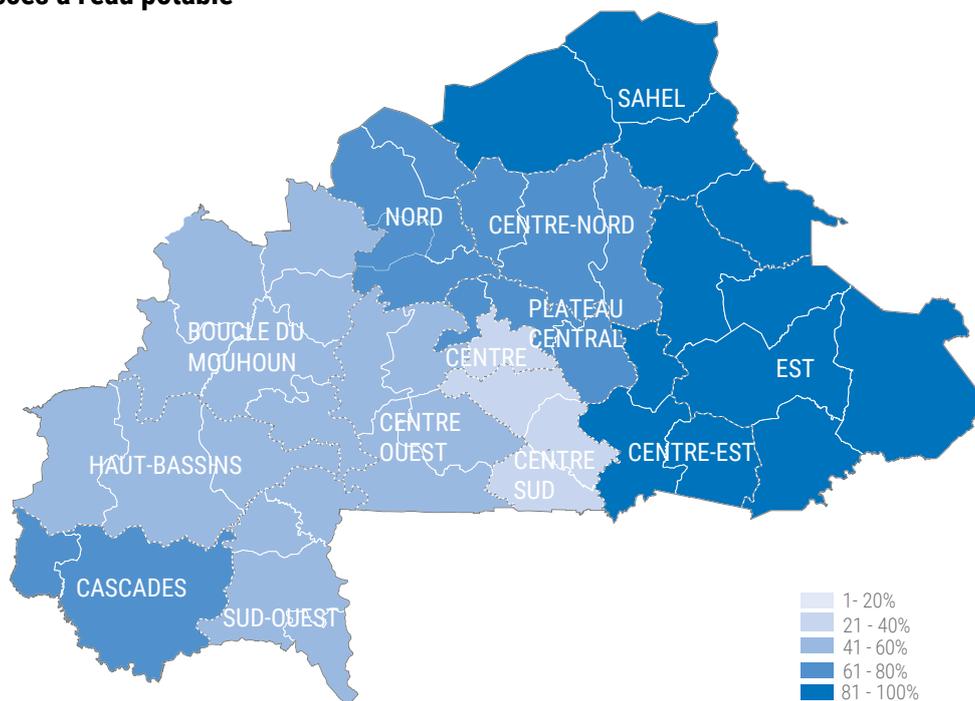
Par rapport au pourcentage de ménages ayant accès à une formation sanitaire fonctionnelle, selon les données de la MSNA, il n'y a pas de différence importante entre PDI et non-PDI. Cependant, les problèmes d'accès aux installations sanitaires sont particulièrement graves dans les régions du Nord, de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Sud et du Sud-Ouest.

Le pourcentage de formations sanitaires fermées par rapport au nombre total de formations sanitaires dans chaque région varie également. Selon le cluster Santé, la région du Sahel affiche le pourcentage le plus élevé de formations sanitaires fermées, soit 63 %, suivi du Centre-Nord avec 51 % et du Nord avec 25 %. D'autres régions ont moins de formations sanitaires fermées et de services réduits, avec une population privée de soins moins importante (c.f. la table dans la section 1.2 Impact).

Solutions Durables : Le retour des déplacés est conditionné par la sécurité : Dans le contexte du retour,

les données du CONASUR au 30 août 2023 révèlent que 191 937 individus ont regagné leurs lieux d'origine.

Proportion de ménages rapportant des problèmes d'accès à l'eau potable



Source : MSNA 2023

Cependant, il convient de souligner que la restauration de la sécurité demeure une préoccupation primordiale pour la grande majorité des ménages déplacés.

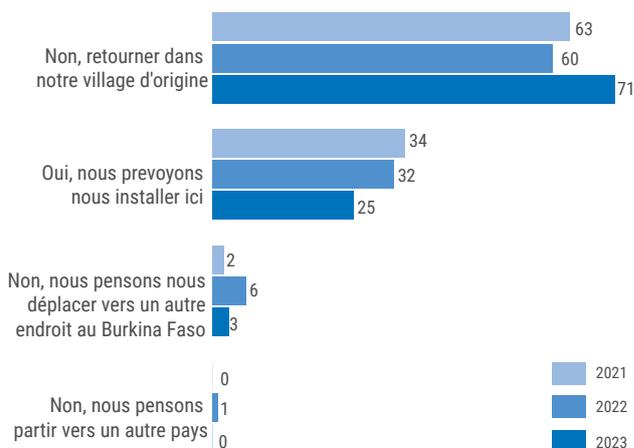
membres de la famille, qui jouent également un rôle significatif dans leurs décisions.

Selon la MSNA, en effet, 94,3 % d'entre eux estiment que le rétablissement de la sécurité constitue une condition essentielle pour envisager un retour dans leur localité d'origine.

Facteurs sous-jacents

Bien que plus de 70 % des ménages déplacés aient l'intention de regagner leur village ou leur zone d'origine, il est important de noter que la sécurité reste la principale préoccupation des PDI.

% de ménages déplacés ayant l'intention de rester et de s'installer dans le lieu d'accueil de façon permanente



Source : MSNA 2023

Parallèlement, environ 31,7 % estiment que l'accès à des moyens de subsistance, tels que des champs, de la nourriture et des marchés, est nécessaire pour envisager ce retour et pour qu'il soit durable.

Ces données révèlent ainsi que la sécurité prédomine dans les considérations des ménages déplacés en ce qui concerne leur éventuel retour, tout en soulignant l'importance d'autres facteurs tels que les moyens de subsistance, l'emploi, le retour des services administratifs et sécuritaires, et la présence de

L'insécurité et la violence continues au Burkina Faso sont les principales causes de l'insécurité alimentaire, affectant à la fois les personnes déplacées internes (PDI) et celles qui ne le sont pas. Cependant, la sévérité de l'insécurité alimentaire est plus élevée parmi les PDI, exacerbée par leur situation de déplacement et l'accès limité aux ressources. En outre, l'inflation des prix sur les marchés locaux et l'impact de la crise russo-ukrainienne ont aggravé cette situation. Ces facteurs contribuent ensemble à une crise alimentaire croissante, où l'accès à la nourriture devient de plus en plus difficile, en particulier pour les populations vulnérables et déplacées.

La pauvreté et les problèmes structurels liés à l'insuffisance des services sociaux de base, qui existaient déjà avant la crise humanitaire, sont également des défis majeurs. Les PDI sont plus susceptibles de vivre dans des conditions précaires que le reste de la population non affectée par les déplacements, sans accès adéquat à l'eau potable, à l'assainissement, à l'éducation et aux soins de santé.

Les changements climatiques ont également joué un rôle en aggravant la situation, en impactant l'agriculture et la disponibilité des ressources en eau. Cela a contribué à l'insécurité alimentaire et au déplacement de populations à la recherche de meilleures conditions de vie.

Enfin, le déficit de logement et de services de base aggrave la situation. Les personnes déplacées vivent souvent dans des conditions de logement précaires, principalement dues au manque d'accès à la terre, au logement et aux abris.

L'insécurité empêche de nombreuses personnes de retourner dans leurs foyers d'origine, les exposant à des conditions de vie précaires dans les zones d'accueil. Les enfants déplacés sont particulièrement vulnérables aux abus et à la déscolarisation, ce qui a des répercussions à long terme sur leur avenir.

De plus, la réponse humanitaire est entravée par des ressources limitées, des obstacles à l'acheminement de l'aide et des difficultés d'accès aux populations dans le besoin.

1.3.2 Personne non déplacés

La protection des ménages non-déplacés au Burkina Faso : un défi persistant

L'insécurité a un impact négatif sur les conditions de vie des ménages, qu'ils soient déplacés ou non. Les ménages non déplacés sont également confrontés à des risques d'enlèvement, de violence physique, d'assassinat, de viol et d'enrôlement forcé. La vulnérabilité des populations civiles non-déplacées est particulièrement accrue dans les zones difficiles d'accès.

Selon la MSNA, 36 % des ménages non déplacés au Burkina Faso ont craint pour la sécurité des membres de leur ménage au cours des six mois précédant la collecte des données. Cette crainte est particulièrement prononcée dans les régions du Sahel, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Nord où le pourcentage de ménages ayant craint pour la sécurité des membres de leur ménage au cours des 6 mois précédant la collecte est plus élevé chez les ménages non PDI que les PDI.

De plus, de manière préoccupante, 49 % des ménages enquêtés n'avaient aucune connaissance des services de prise en charge destinés aux survivantes de violences basées sur le genre parmi les personnes non déplacées, ce qui met en lumière un manque de sensibilisation et d'accès à des ressources cruciales pour ces individus.

Les revenus limités des parents entravent l'éducation des enfants non déplacés

Dans les régions du Nord (42 %), du Sahel (53 %), de l'Est (43 %) et de la Boucle du Mouhoun (45 %), entre 40 et 60 % des ménages non déplacés ont signalé une réduction de leurs revenus par rapport à leur niveau habituel. Cette situation a entraîné des répercussions significatives sur leur capacité à assurer l'éducation de leurs enfants. En effet, 34% des enfants de 5 à 17 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas l'école de façon régulièrement pendant l'année scolaire 2022-2023 ayant rapporté l'impossibilité d'assumer les coûts liés à l'éducation comme motif de non-accès.

La situation est d'autant plus préoccupante que plus de 51 % de leurs dépenses mensuelles sont dédiées

à l'achat de denrées alimentaires, en dépit de la hausse des prix sur les marchés. Cette situation met en évidence les difficultés auxquelles sont confrontés les parents pour concilier la satisfaction des besoins de base, tels que l'alimentation, avec les dépenses éducatives de leurs enfants. Ces obstacles financiers ont un impact négatif sur l'accès à l'éducation des enfants non déplacés, mettant en péril leur avenir académique et leur développement.

La capacité d'accueil des services sociaux de base insuffisante

48 % des ménages non déplacés ont rencontré des obstacles pour accéder aux infrastructures de santé. De plus 40 % des ménages partagent leurs installations sanitaires, et 33 % des ménages ont signalé une augmentation des tensions aux points d'eau au cours des six mois précédant la collecte de données de la MSNA. Ces tensions, principalement dues à des querelles entre les usagers, ont été particulièrement marquées dans les régions du Sahel (67 %), de l'Est (58 %), du Nord (37 %) et du Centre-Nord (36 %).

Ces difficultés d'accès sont liées à plusieurs facteurs, notamment des temps d'attente prolongés et à la fermeture de plusieurs structures de santé en raison de l'insécurité. Il convient de noter que cette pression accrue sur les infrastructures socioéconomiques de base expose à des difficultés d'accès tant sur les ménages déplacés que sur les ménages non déplacés.

Ces conditions peuvent engendrer des tensions intercommunautaires, en particulier dans les localités où les déplacements se prolongent. En effet, les capacités des communautés d'accueil sont surchargées et elles partagent des ressources limitées avec les personnes déplacées. Ces tensions résultent d'une combinaison de facteurs liés à la protection, à l'économie et à l'environnement, fragilisant ainsi la résilience des communautés.

Facteurs sous-jacents

Le Burkina Faso est confronté à une crise humanitaire prolongée. Plusieurs facteurs, tels que l'insécurité, les tensions intercommunautaires, les problèmes économiques, l'accès limité aux services de base

(eau, structures sanitaires, éducation, etc.), la pénurie alimentaire, les changements climatiques et les difficultés d'accès à l'aide humanitaire, peuvent influencer la situation des personnes non déplacées au Burkina Faso en 2024.

Une grande prévalence de la pauvreté coexiste avec une croissance économique modérée, tandis que la dépendance à l'agriculture expose le pays à l'insécurité, aux aléas climatiques et aux fluctuations des prix des matières premières.

Les crises alimentaires, accentuées par l'insécurité et la violence, et les variations climatiques, menacent la sécurité alimentaire, entraînant la malnutrition.

Les déplacements massifs prolongés dus à l'insécurité entraînent des répercussions sur l'économie, l'accès à l'éducation et aux soins de santé. Tandis que des infrastructures de santé et d'éducation insuffisantes demeurent une préoccupation majeure de la population non déplacée qui peuvent être une source de tension entre les déplacés et les non déplacés.

1.3.2 Réfugiés

En date du 31 août 2023, 82 %⁴⁵ des réfugiés sont installés dans les mêmes communautés que les PDI dans les régions du Sahel et du Nord, régions les plus fortement touchées par les incidents sécuritaires et par la crise du déplacement. Ainsi, en plus de subir l'impact de la crise aux côtés de la population burkinabè, les réfugiés sont exposés à des risques particuliers en raison de leur situation en l'absence d'intervention. En effet, étant des étrangers fuyant soit la persécution soit des conflits ou des violations graves des droits humains dans leurs pays d'origine, ils ont besoin, pour la préservation de leurs droits, que des mesures minimales soient prises quel que soit leur lieu d'installation.

Les réfugiés sont confrontés aux risques spécifiques de refoulement du fait de leur statut et des conditions sécuritaires.

Selon l'évaluation participative menée par le UNHCR en septembre 2023, 19 % des réfugiés disent ne pas disposer de document d'identité. En outre, 44 %⁴⁶ des réfugiés verront leur documentation expirer en 2024. Cette documentation les protège contre le risque d'être renvoyés dans leur pays d'origine. Ce risque est d'autant plus exacerbé que le Burkina Faso connaît une crise sécuritaire.

Par ailleurs, eu égard à l'évolution de la crise au Mali, principal pays d'origine des réfugiés au Burkina Faso, les demandeurs d'asile maliens continuent de franchir la frontière Burkina-Mali, avec tous les risques auxquels ils sont exposés. Ils demandent l'asile au Burkina Faso, le plus souvent dans une dynamique de regroupement familial avec des membres de leur famille déjà reconnus. Ainsi, 2 056 nouveaux réfugiés ont été reconnus dans le cadre du dispositif mis en place en 2023. Cependant, en 2023, on note une dynamique d'installation des réfugiés dans des régions moins impactées par la crise notamment à Bobo-Dioulasso. En outre, du fait de la situation sécuritaire dans les pays frontaliers, 8 358 potentiels demandeurs d'asile (non comptabilisés dans la cible) principalement d'origine nigérienne, béninoise et togolaise sont signalés dans le cadre du monitoring de frontières.

Les réfugiés éprouvent des difficultés à satisfaire leurs besoins fondamentaux ce qui les expose à de nombreux risques de protection.

84 % des réfugiés consultés déclarent avoir accès aux médicaments lorsqu'ils sont malades. Ce taux atteint 99 % pour les réfugiés se trouvant à Dori.⁴⁷ Cela s'explique par le fait que dans les régions du Nord et du Sahel, les frais de santé sont pris en charge pour tous les réfugiés, tandis que seules les personnes vulnérables en bénéficient dans les autres localités. Cependant, malgré la mise en place d'un système de mutualisation des soins dans les régions du Centre, des Hauts-Bassins et du Nord, 88 % des réfugiés déclarent ne pas être affilié à une mutuelle de santé principalement parce qu'ils n'en ont pas les moyens.

57 % des réfugiés déclarent également que leur sûreté et sécurité physique sont aujourd'hui menacées. Parmi eux, 17 % affirment avoir reçu des menaces, principalement de la part des membres des communautés (41 %) et des acteurs armés (24 %). Le sentiment d'insécurité est plus prégnant à Dori où 80 % des réfugiés se sentent menacés surtout par les acteurs armés.

Malgré l'installation prolongée des réfugiés en asile, l'assistance alimentaire demeure aussi l'un des besoins majeurs. Le déplacement a fait perdre aux réfugiés leurs moyens de production et qu'ils ont un accès très restreint aux terres cultivables ou aux marchés (35 %). Cela les empêche de mener des activités agricoles, de maraichages ou de commerce. Cette situation paupérise davantage les réfugiés, qui étaient déjà, en 2016, pour la plupart jugés vulnérables.⁴⁸

62 % des réfugiés voudraient d'ailleurs bénéficier d'une AGR afin de subvenir à leurs différents besoins. 67 % affirment n'avoir pas encore reçu d'assistance en abris. Cela s'explique par les problèmes rencontrés dans ce domaine, tels que l'éloignement des sites des services sociaux de base et le manque d'accès des réfugiés à la terre.

60 % des réfugiés en âge d'être scolarisés ne le sont pas non plus. Cela dû à des problématiques culturelles, en plus des problèmes liés à l'insécurité.

Partie 2 : Évolution projetée et suivi de la situation des besoins

FADA/EST/BURKINA FASO

Un enfant reçoit un repas nutritif après avoir été mesuré à l'Espace amis des enfants dans le secteur 6 au nord de Fada N'gourma.

Photo : UNICEF/Frank Dejongh

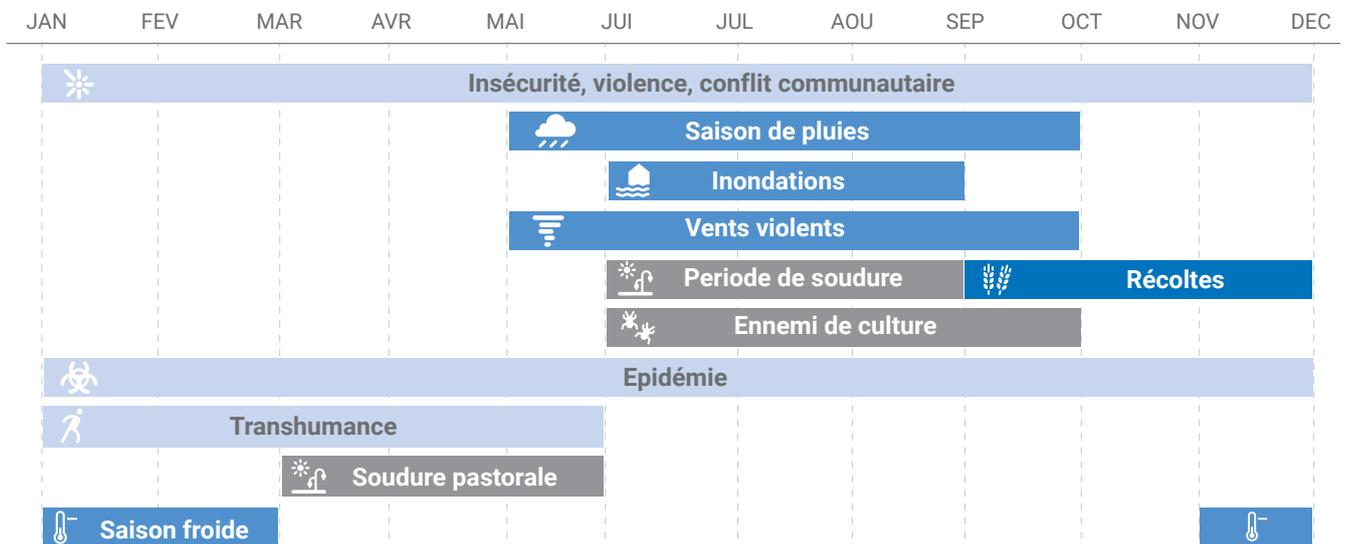


2.1 Risques et chocs attendus

Matrice de risques

Probabilité	5				Insécurité et violence
	4			Inondation Epidémie ¹⁹	
	3			Sécheresse	Conflits communautaires ²⁰
	2		Ennemi de culture ⁵¹		
		2	3	4	5

Saisonnalité



2.2

Suivi de la situation et des besoins

SECTEURS	#	INDICATEURS	SOURCES	PERIODICITE
Abris/AME	1	% de ménages habitant dans un abri non adéquat (type et état de l'abris)	CONASUR, MSNA et Exercices d'évaluation de besoins	Biannuelle - annuelle
Abris/AME	2	% de ménages vivant dans des abris congestionnés.	CONASUR, MSNA et Exercices d'évaluation de besoins	Biannuelle - annuelle
Abris/AME	3	% de ménages n'ayant pas accès aux articles ménagers essentiels adéquats et suffisants.	CONASUR, MSNA et Exercices d'évaluation de besoins	Biannuelle - annuelle
Education	1	# d'enfants d'âge scolaire (filles, garçons et enfants vivant avec un handicap) inscrits dans une éducation formelle et non formelle dans les zones affectées par la crise humanitaire.	MoE, 5W, Education Cluster	Mensuelle
Education	2	# d'enfants en âge scolaire (filles, garçons et enfants vivant avec un handicap) déplacés internes	CONASUR	Biannuelle - annuelle
Education	3	# d'enfants affectés (filles, garçons et enfants vivant avec un handicap) par la fermeture des écoles	ST-ESU	Mensuelle
EHA	1	% de ménages ayant accès à suffisamment d'eau potable pour répondre à ses besoins	Inventaire National des Infrastructures Hydrauliques (INO), MEA, MSNA 2023, REACH Rapports et évaluations des partenaires	Annuelle
EHA	2	% de ménages n'ayant pas accès à des latrines hygiéniques partagés avec moins de 20 personnes	Base de données sur l'assainissement, MEA MSNA 2023, REACH Rapports et évaluations des partenaires	Annuelle
EHA	3	% de ménages ayant accès à des dispositifs de lavage des mains fonctionnels (présence du dispositif de lavage, de l'eau et du savon)	MSNA 2023, REACH Rapports et évaluations des partenaires	Annuelle
GSAT	1	% de la population déplacée dans les SAT ou ZAD connaissant les mécanismes de retour d'information et de plainte et sachant comment y accéder.	Monitoring des sites et zones d'accueil temporaires	Trimestrielle
GSAT	2	% de la population déplacée dans les SAT ou ZAD déclarant que les structures de gouvernance sont inclusives, efficaces et atteignent l'ensemble de la population déplacée.	Monitoring des sites et zones d'accueil temporaires	Trimestrielle
GSAT	3	% de la population déplacée dans les SAT ou ZAD qui juge satisfaisant les services fournis	Monitoring des sites et zones d'accueil temporaires	Trimestrielle

SECTEURS	#	INDICATEURS	SOURCES	PERIODICITE
Nutrition	1	# d'enfants MAS (6-59 mois) admis pour le traitement	MoH/ENDOS	Mensuelle, hebdomadaire
Nutrition	2	# d'enfants MAM (6-59 mois) admis pour le traitement	MoH/ENDOS	Mensuelle, hebdomadaire
Nutrition	3	# de femmes enceintes et allaitantes (FEFA) bénéficiant d'activités de promotion des bonnes pratiques de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence (ANJE-U)	MoH & Partenaires	Mensuelle
Protection	1	% de ménages ayant des préoccupations sécuritaires	CONASUR	Trimestrielle
Protection	2	% de ménages ayant rapporté au moins un incident parmi les membres du ménage	Monitoring de Protection	Trimestrielle
Protection	3	% de ménages disposant d'un document d'état civil	CONASUR ; MSNA	Trimestrielle
Protection d'enfance	1	# d'enfants bénéficiant des services de santé mentale et psychosocial à travers les espaces amis des enfants fixes ou mobiles et autres espaces sûrs	5W et fiche de suivi des espaces amis d'enfant	Mensuelle
Protection d'enfance	2	# d'enfants non accompagnés et séparés (ENAS) identifiés dont les cas ont été gérés y compris la prise en charge alternative (placement en FAT)	Matrice harmonisée et monitoring des incidents de protection de l'enfant	Mensuelle
Protection d'enfance	3	# d'enfants associés aux forces / acteurs armés identifiés et ayant bénéficié d'un suivi individuel	Matrice harmonisée	Mensuelle
VBG	1	# survivant (e)s de violences basées sur le genre ayant eu accès aux services de prise en charge multisectoriels (médicale, psychosociale, juridique, hébergement protégé, économique).	Matrice harmonisée	Mensuelle
VBG	2	# de femmes et adolescentes (PDI et Non-PDI) ayant bénéficié de kits de dignité pour l'atténuation des risques de VBG et la promotion de la sécurité et de la dignité	Matrice harmonisée	Mensuelle
VBG	3	# de personnes (PDI et Non-PDI) touchées par les activités de sensibilisation sur la Violence Basée Genre y compris l'Exploitation et Abus Sexuels	Matrice harmonisée	Mensuelle
LTB	1	% de ménages connaissant des difficultés pour l'accès au Logement, à la Terre et aux Biens	Monitoring de protection (P21) MSNA	Annuelle, Trimestrielle
LTB	2	% de ménages ne disposant pas de documents écrits pour l'occupation de leurs terre ou abris	MSNA; CONASUR	Annuelle
LTB	3	% d'incidents de protection portant sur les atteintes au droit au logement à la terre et aux biens	Monitoring de protection (P21)	Trimestrielle
LAM	1	# d'incidents explosifs reportés	UNMAS-IMS	Mensuelle
LAM	2	# victimes à la suite d'incident d'engins explosifs	UNMAS-IMS	Mensuelle

SECTEURS	#	INDICATEURS	SOURCES	PERIODICITE
Santé	1	# de personnes ayant reçu les soins de santé d'urgence par niveau d'offre de soins, y compris en situation d'épidémie	Ministère de la santé et partenaires du cluster santé	Mensuelle
Santé	2	# d'enfants malnutris avec complications ayant été pris en charge	Ministère de la santé et partenaires du cluster santé	Mensuelle
Santé	3	# de personnes ayant bénéficié de services de santé au niveau communautaire	Ministère de la santé et partenaires du cluster santé	Mensuelle
Sécurité Alimentaire	1	% des ménages présentant un score de consommation alimentaire acceptable.	Enquête ENSAN	Annuelle
Sécurité Alimentaire	2	% des ménages ayant adopté des stratégies d'adaptation négative	Enquête ENSAN	Annuelle
Sécurité Alimentaire	3	# de population en phase CH 3+	Cadre Harmonisé	Biannuelle
Réfugiés	1	% de réfugiés ne disposant pas d'une documentation individuelle	ProGres CONAREF	Trimestrielle
Réfugiés	2	% des réfugiés n'ayant accès aux soins de santé primaire	Rapport d'activités trimestriel et semi-annuel du partenaire	Trimestrielle
Réfugiés	3	% de réfugiés ne bénéficiant pas de distribution de vivres	Rapport d'activités trimestriel et semi-annuel du partenaire	Trimestrielle

Partie 3 : **Analyse sectorielle**

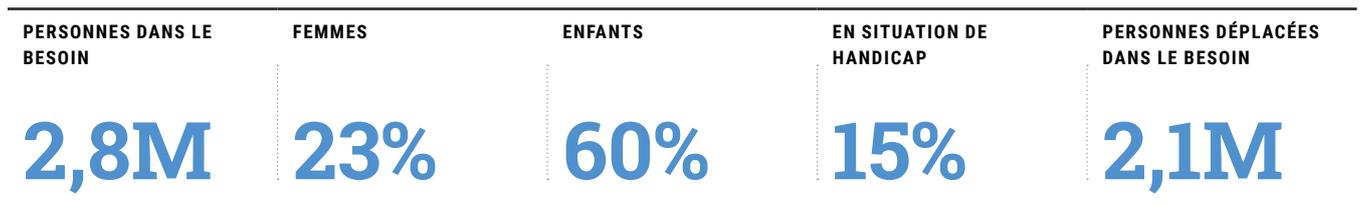
BOULSA/CENTRE-NORD/BURKINA FASO

Une dame déplacée à Boulsa nous montre la salle de classe qui leur sert de dortoir.

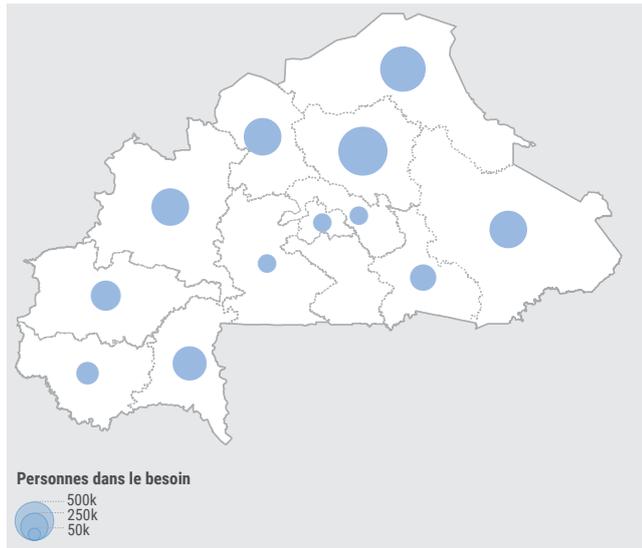
Photo : OCHA/Bénédicte Bama Toé



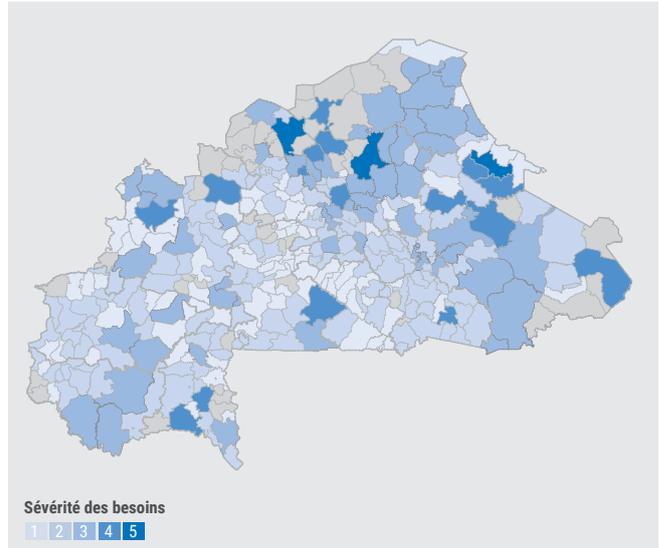
3.1 Abris et articles ménagers essentiels (AME)



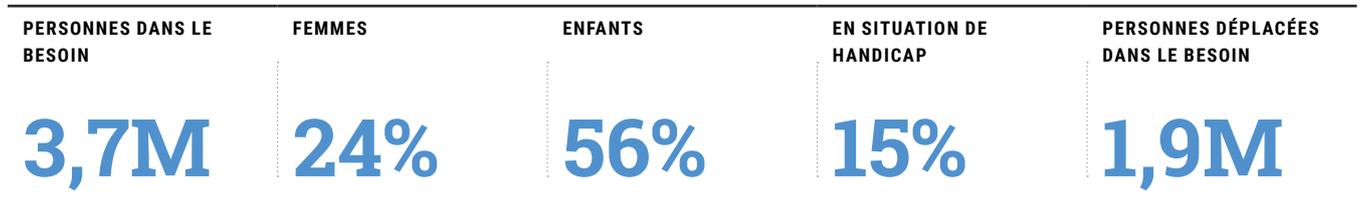
Personnes dans le besoin



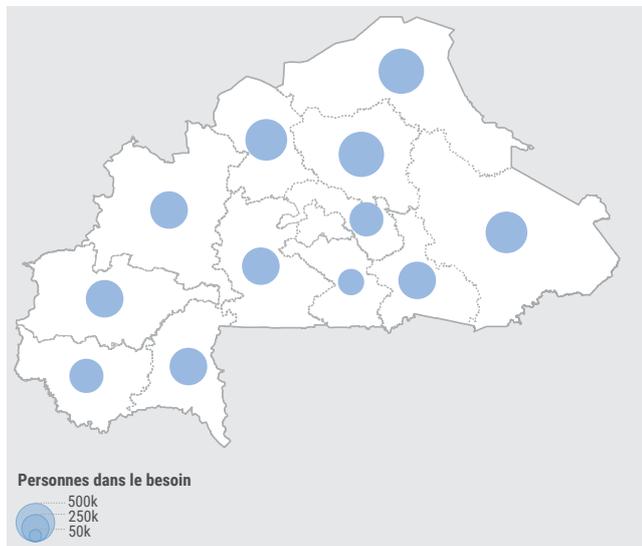
Sévérité des besoins



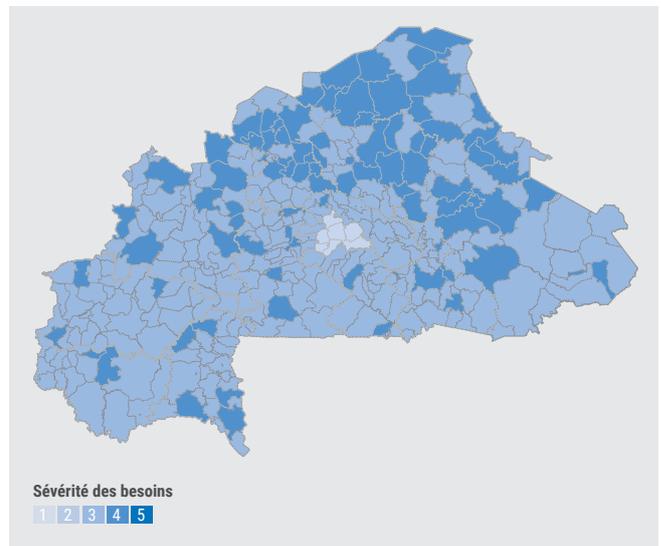
3.2 Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)



Personnes dans le besoin



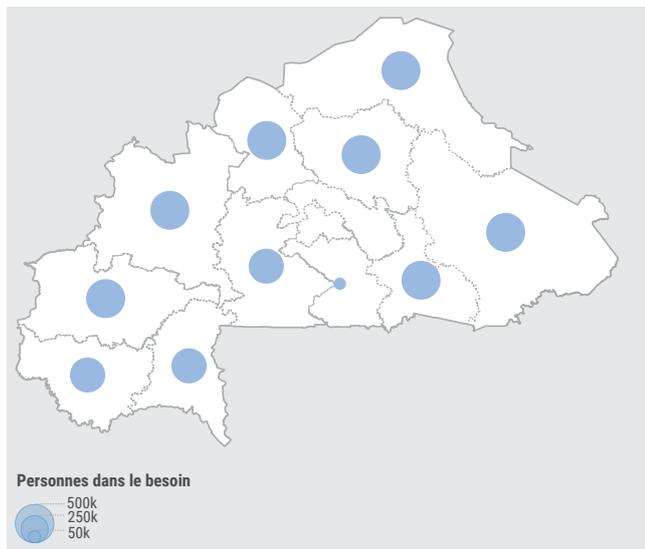
Sévérité des besoins



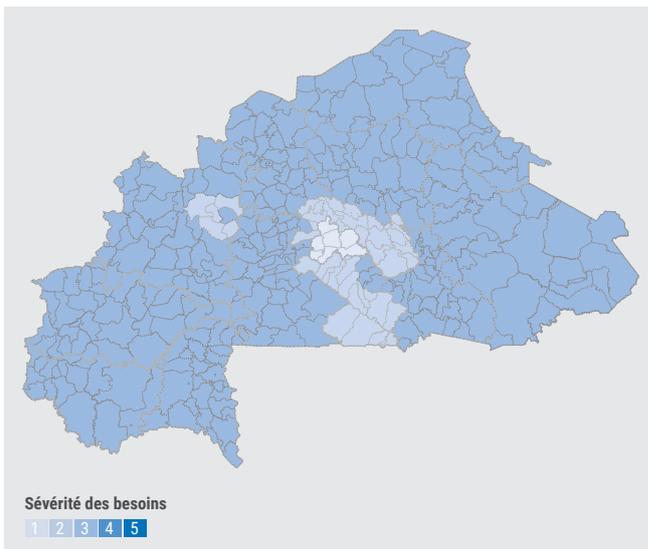
3.3 Éducation



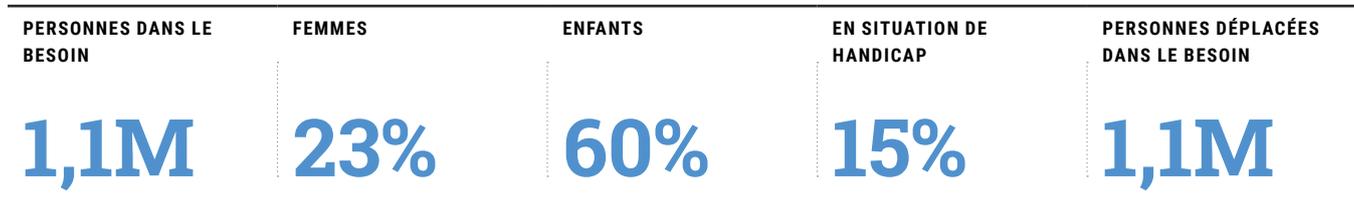
Personnes dans le besoin



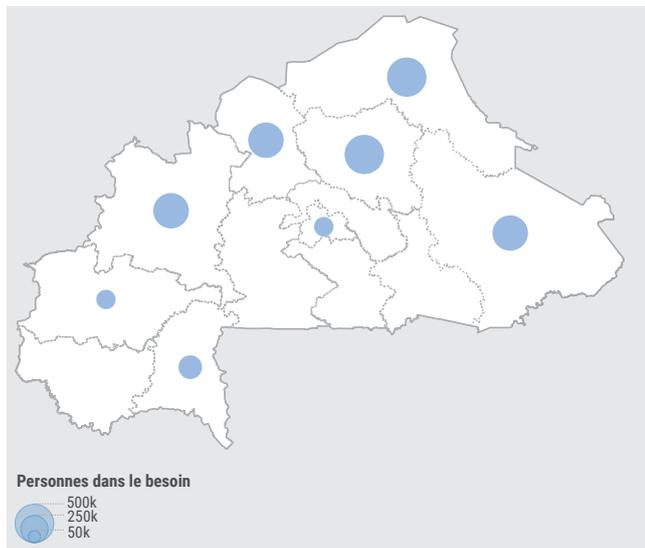
Sévérité des besoins



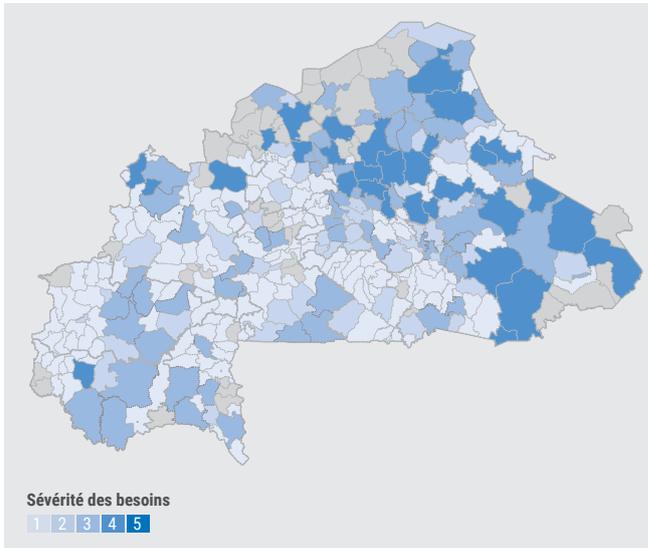
3.4 Gestion des Sites d'Accueil Temporaires (GSAT)



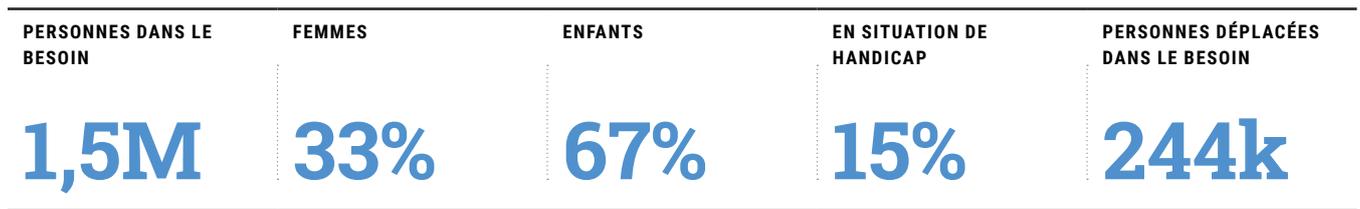
Personnes dans le besoin



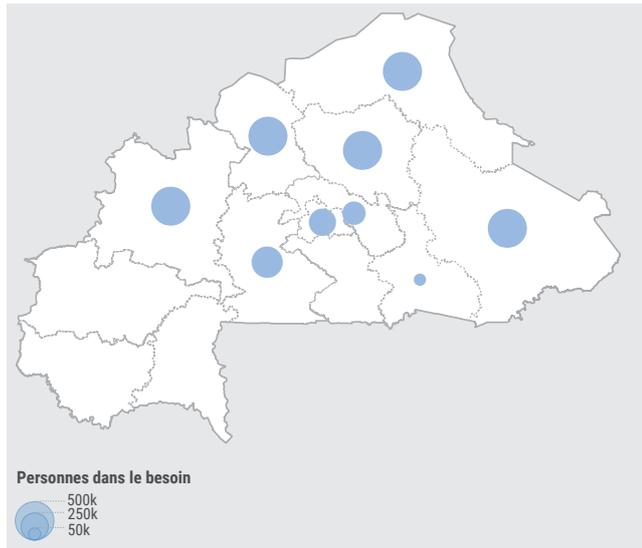
Sévérité des besoins



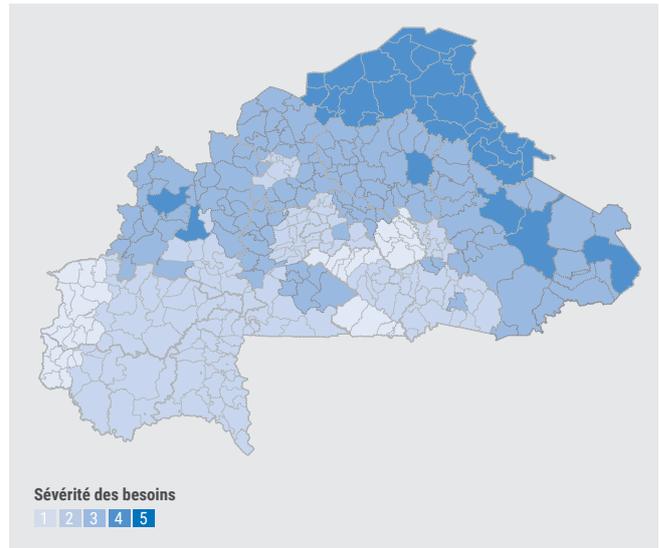
3.5 Nutrition



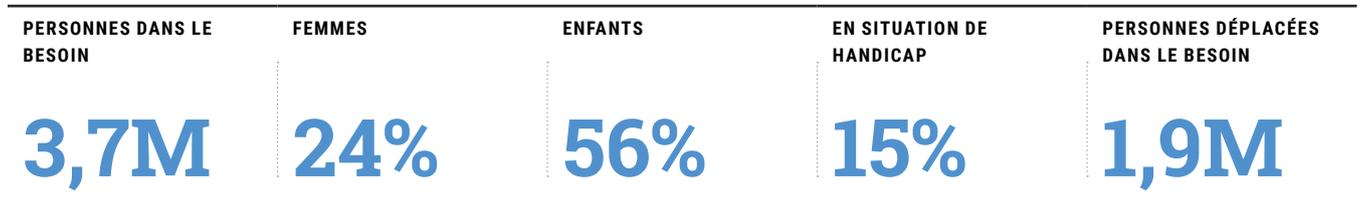
Personnes dans le besoin



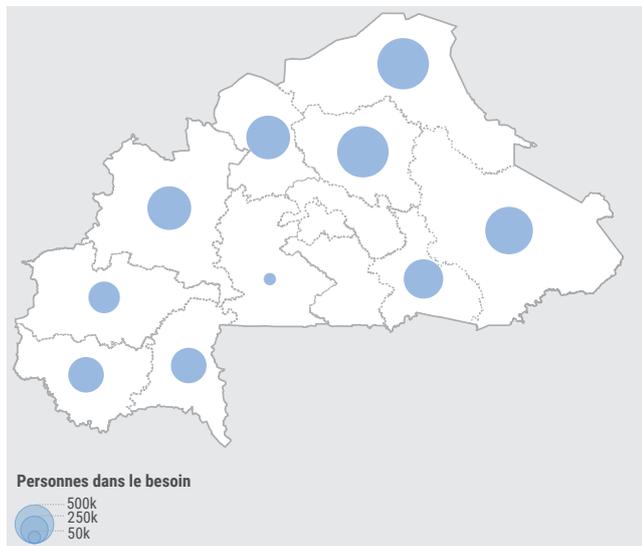
Sévérité des besoins



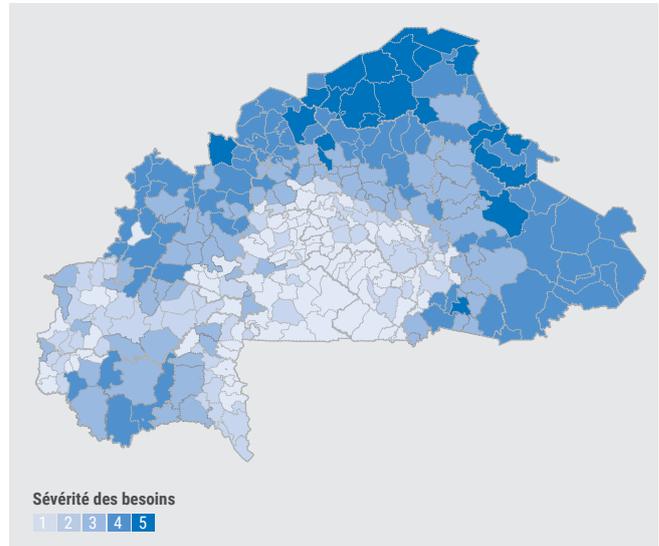
3.6 Protection



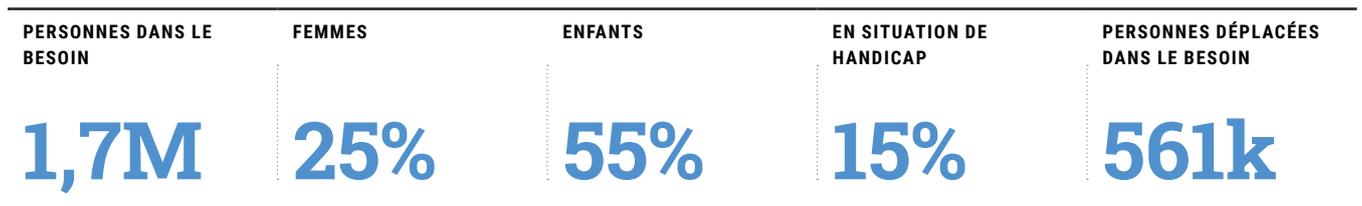
Personnes dans le besoin



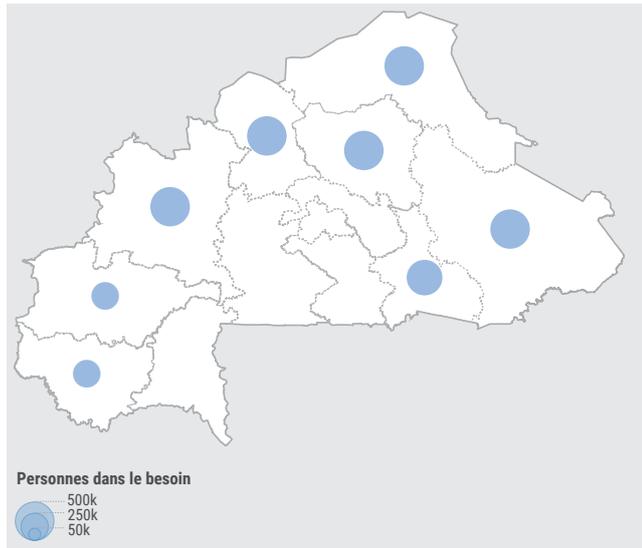
Sévérité des besoins



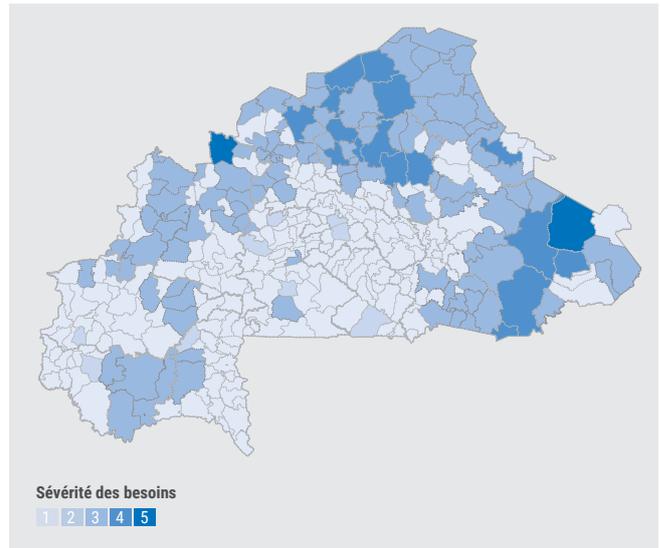
3.6.1 Protection : Lutte Anti-Mine



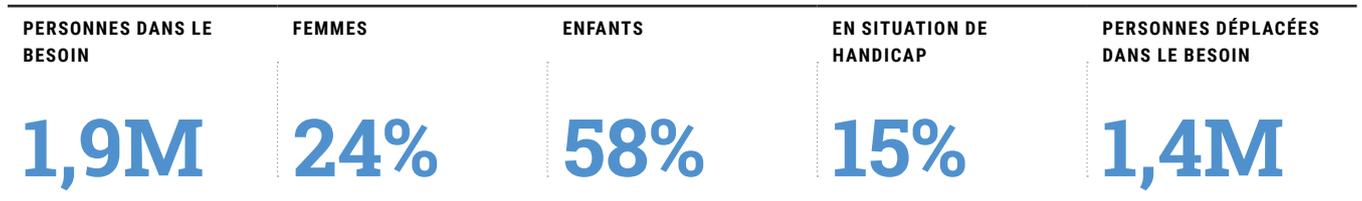
Personnes dans le besoin



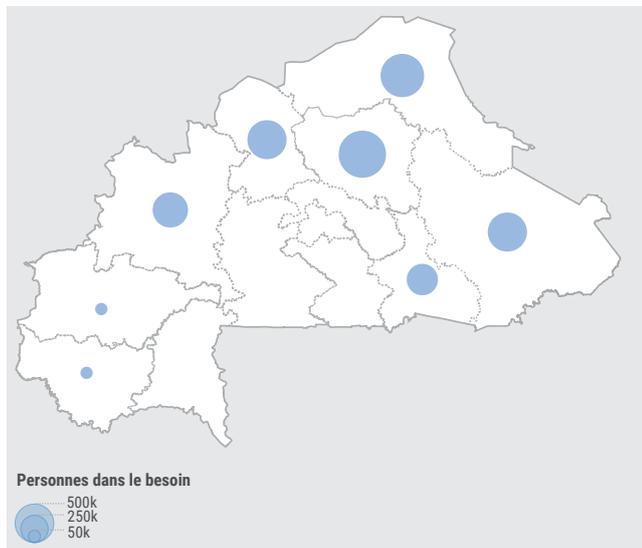
Sévérité des besoins



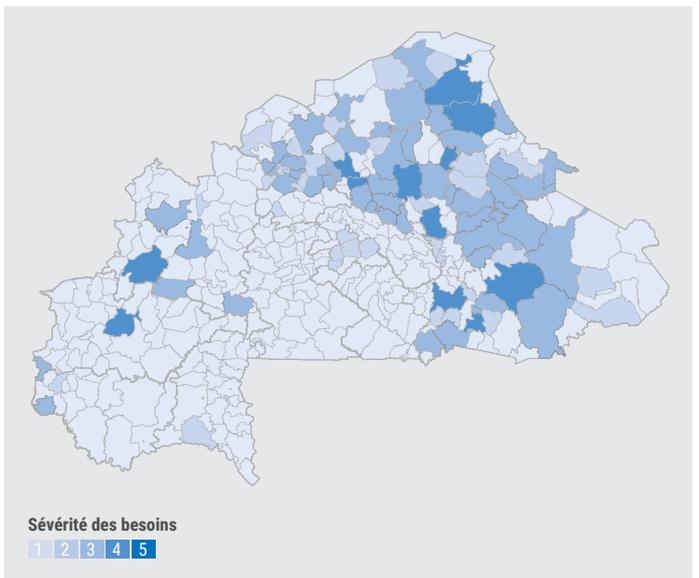
3.6.2 Protection : Logement Terre et Biens



Personnes dans le besoin



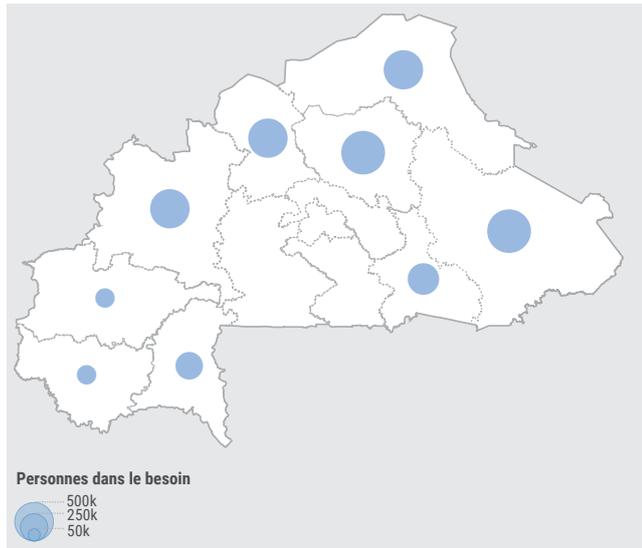
Sévérité des besoins



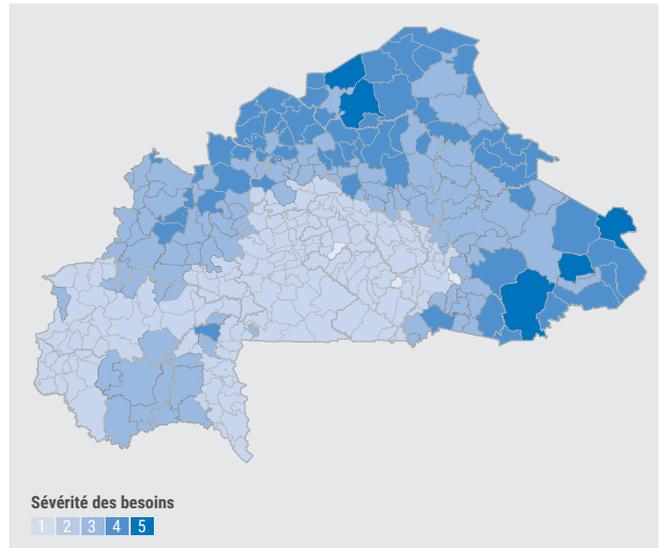
3.6.3 Protection : Protection de l'Enfance



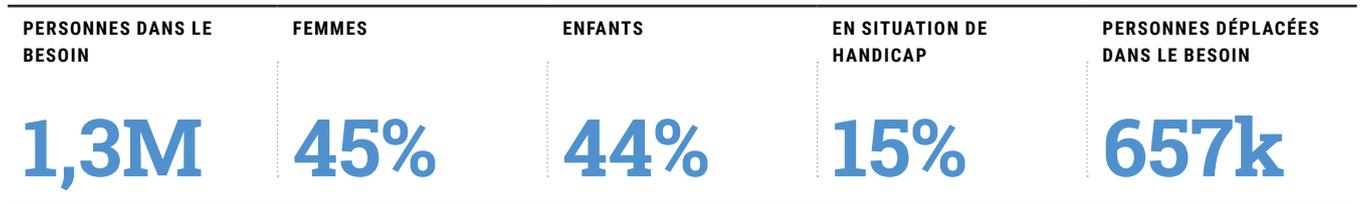
Personnes dans le besoin



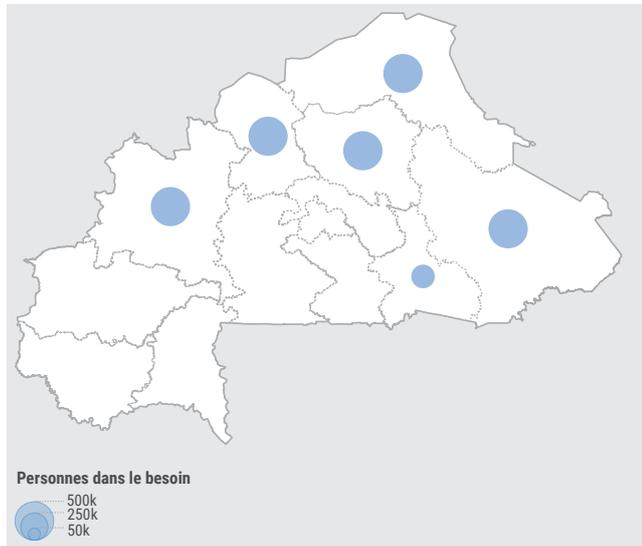
Sévérité des besoins



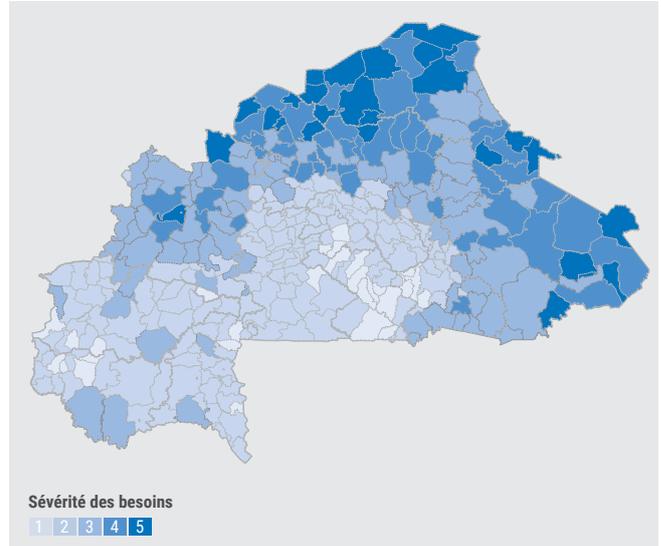
3.6.4 Protection : Violence Basée sur le Genre



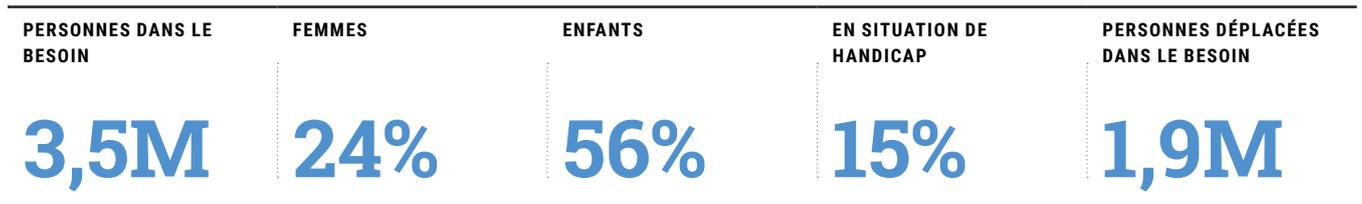
Personnes dans le besoin



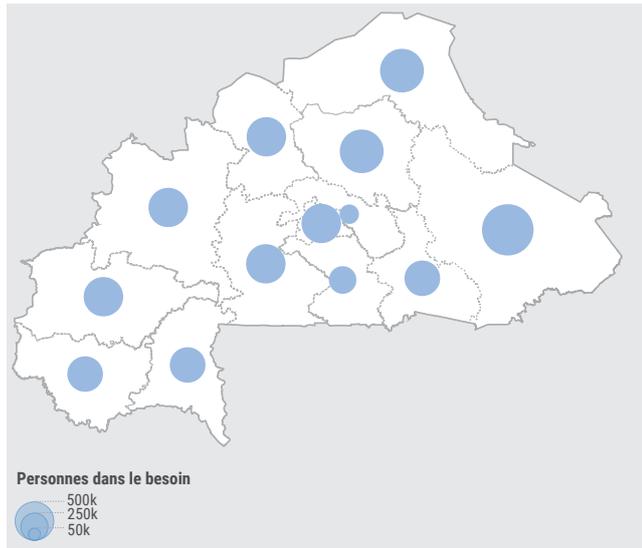
Sévérité des besoins



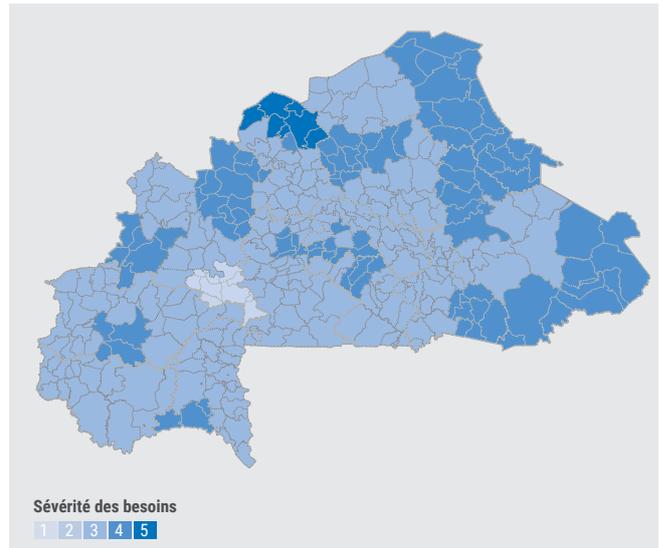
3.7 Santé



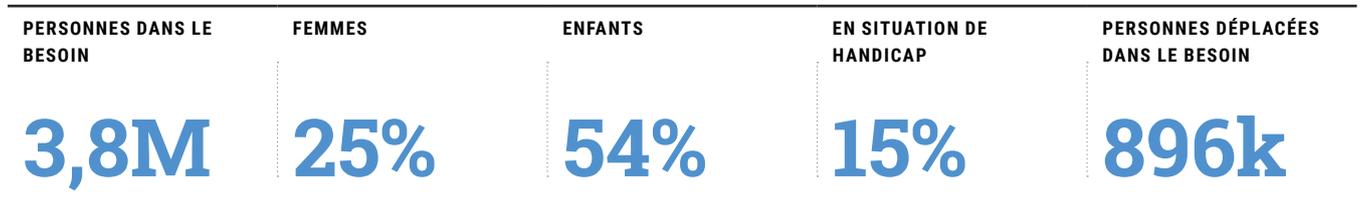
Personnes dans le besoin



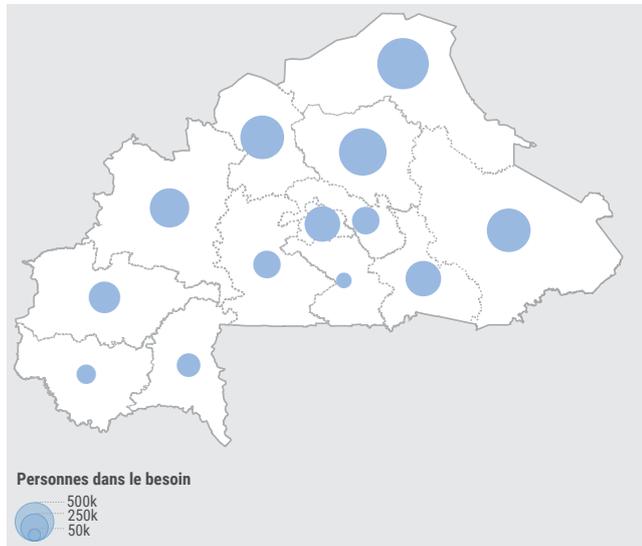
Sévérité des besoins



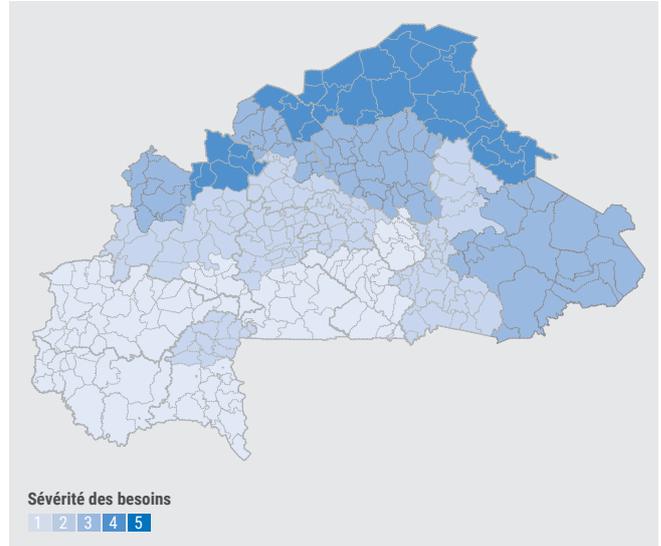
3.8 Sécurité Alimentaire



Personnes dans le besoin



Sévérité des besoins



Partie 4 : **Annexes**

BOULSA/CENTRE-NORD/BURKINA FASO

Des élèves devant la tente qui leur sert d'espaces temporaires d'apprentissage. Au 30 novembre 2023, 5478 écoles étaient fermées affectant 0,8 millions d'élèves

Photo : OCHA/Bénédicte Bama Toé



4.1 Sources de données

SOURCE	SOURCE (ORGANISATION/ INSTITUTION)	DATE	CLUSTERS
Enregistrement et profilage des PDI	CONASUR	Mars 2023	Tous les clusters
MSNA	REACH	Juillet 2023	Tous les clusters
P21	HCR-DRC	Août 2023	Cluster protection, AoR protection de l'enfance, VBG, LTB
Global Dashboard: Armed conflict Location & Event Data Project (ACLED)	ACLED	Août 2022 à Août 2023	LAM AoR Protection de l'enfance
Projection de la population en 2024	UNFPA	Septembre 2023	Tous les clusters
UNMAS	UNMAS	Août 2023	LAM
Smart Rapide	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	Juillet 2023	Nutrition
EMIS	MoE	2021 - 2022	Education
Smart nationale	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	2020 - 2022	Nutrition
INO	MEEA	2022	EHA
Donnée sur l'accès aux communes	OCHA	Septembre 2023	Education
Monitoring des SAT et ZAD	CONASUR/Cluster	Août 2023	GSAT
ProGres	HCR	Septembre 2023	Réfugiés

4.2 Méthodologie

JIAF 2.0: Les Personnes dans le besoin (PIN) sectoriels et le PIN total conjoint, ainsi que la sévérité sectorielle et intersectorielle, ont été calculés conformément à la méthodologie JIAF 2.0.

Le champ, l'approche et échelle d'analyse de HNO 2023 ont couvert toutes les 13 régions du pays. L'échelle géographique qui a été considérée pour l'estimation du PiN et de la sévérité était au niveau communal (Admin 3).

Pour le calcul du PIN sectoriel et total conjoint, trois groupes de population ont été considérés. : (i) personnes déplacées internes (PDI), (ii) les personnes non-déplacées, et (iii) réfugiés. Les personnes non-déplacées incluent les populations vulnérables et affectées par les crises humanitaires vivants dans les zones à fort défis sécuritaires et celles où l'accès aux services sociaux de base est limité, qui comprennent, sans s'y limiter, les communautés hôtes/communautés d'accueil.

Méthodologie de calcul des PiN et sévérité sectoriels

Chaque Cluster a suivi la JIAF 2.0 et les conseils des Global Clusters pour le calcul du PIN et de la gravité. Le PIN total et la gravité intersectorielle ont été calculés à l'aide des cadres d'analyse conjointe de la JIAF 2.0.

Au cours de l'analyse conjointe de l'exercice JIAF 2.0, certains "jugements d'experts" ont été faits, notamment en ce qui concerne le PIN plus élevé et la sévérité de certaines communes. Ces jugements ont été basés sur les données disponibles, ainsi que l'expérience et le jugement des experts lors de la consultation sur le terrain.

Augmentation du nombre de personnes dans le besoin

Par rapport au HNO de l'année dernière, qui ne couvrait qu'une partie du pays, le HNO 2023 analyse les besoins des 13 régions. C'est la principale raison de l'augmentation du PIN. L'élargissement du champ d'analyse est dû à l'expansion géographique de la crise humanitaire.

4.3

Lacunes et limitations des informations

Bien que l'unité d'analyse du HNO 2024 au Burkina Faso soit le niveau communal (Admin 3 : 351 communes), certaines données clés, telles que le cadre harmonisé, la MSNA, les données de santé etc. ne sont collectées qu'au niveau provincial (Admin 2 : 45 provinces). Cela a nécessité une certaine extrapolation en termes de calcul du PIN et de la sévérité au niveau communal.

En outre, le chiffre officiel du gouvernement en termes d'enregistrement des personnes déplacées n'était plus disponible depuis mars 2023 (2,1 millions). Par conséquent, en consultation avec le gouvernement, des chiffres estimés ont été utilisés pour le calcul du PIN et de la sévérité.

Certains secteurs ne disposent pas des derniers chiffres/statistiques/informations des trois dernières années, ce qui constitue également l'une des limites à une analyse précise et actualisée des besoins.

De plus, un certain nombre de zones n'étaient pas accessibles par la route et l'accès des partenaires humanitaires était très limité, ce qui a constitué un défi pour la collecte de données. Certaines données ont été collectées à distance, par téléphone, ce qui a pu entraîner des biais.

4.4 Acronymes

AEPS	Adduction d'eau potable simplifiée	PDI	Personne Déplacée Interne
ANAM-BF	Agence Nationale de la Météorologie	PE	Protection de l'Enfance
CH	Cadre Harmonisé	PEA	Poste d'Eau Autonome
CONASUR	Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation	PiN	Personnes dans le Besoin (People in Need)
EDS	Enquête Démographique et de santé	PMH	Pompes à Motricité Humaine
EEL	Engins Explosifs Improvisés	SAT	Sites d'Accueil Temporaire
FDS	Forces de défense et de sécurité	SFM	Score de Fonctionnalité des Marchés
GCORR	Groupe de Coordination Opérationnelle de la Réponse Rapide	UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
IDH	Indice de Développement Humain	UNHAS	Service aérien d'aide humanitaire des Nations unies
IPC	Integrated Food Security Phase Classification	VBG	Violences Basées sur le Genre
IPM	Indice de pauvreté multidimensionnelle	VDP	Volontaires pour la défense de la patrie
JIAF	Joint Intersector Assessment Framework	ZAD	Zone d'accueil de déplacés
MSNA	Multi-Sector Needs Assessment		
OSC	Organisations de la Société Civile		

4.5

Note de fin

- 1 Projection, UNFPA (2023). Il faut noter que c'est une estimation et n'est pas le chiffre officiel du Gouvernement
- 2 3,1 % en 2014 selon Population Reference Bureau (<https://www.prb.org/resources/defis-demographiques-du-sahel/>)
- 3 Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH), 2019
- 4 RGPH, 2019
- 5 The State of the World's Children 2023: Statistical tables, April 24, 2023. <https://data.unicef.org/resources/dataset/the-state-of-the-worlds-children-2023-statistical-tables/> Source UNICEF
- 6 CONASUR, mars 2023
- 7 GCORR, octobre 2023
- 8 RGPH, 2019
- 9 La prévalence du handicap est de 1,1% au sein de la population âgée de 5 ans ou plus, selon le RGPH. Toutefois, les experts sur les sujets du handicap et de l'inclusion aux niveaux des autorités locales et de la communauté humanitaire soulignent que ces chiffres sont probablement sous-estimés en raison de la question de la définition du handicap utilisé lors du recensement, ainsi que de certains défis liés à la collecte de données. Par conséquent, afin d'assurer une meilleure inclusion, à des fins opérationnelles, le chiffre moyen de 15% utilisé au niveau global est souvent appliqué pour les interventions humanitaires sur le terrain au Burkina Faso pour le plaidoyer, la planification et la réponse
- 10 Plan National de Développement Economique et Social 2021-2025 (PNDES-II)
- 11 RGPH (2019)
- 12 Rapport annuel de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGECC), années 2020-2021, Secrétariat Permanent de l'ONAPREGECC
- 13 MSNA 2023
- 14 RGPH 2019
- 15 CALP Network : Adaptation des programmes d'assistance monétaire au contexte de volatilité économiques au Burkina Faso
- 16 Burkina Faso : Le prix du carburant en hausse de 18% (sikafinance.com)
- 17 REACH_BFA_ICSM_Factsheet_Juin-2023.pdf (impact-initiatives.org)
- 18 <https://www.weforum.org/publications/global-gender-gap-report-2023/>
- 19 The State of the World's Children 2023: Statistical tables, April 24, 2023. <https://data.unicef.org/resources/dataset/the-state-of-the-worlds-children-2023-statistical-tables/> UNICEF
- 20 Genre et pauvreté au Burkina Faso. UNICEF Mai 2017. (Microsoft Word - Etude-Genre et pauvret\351 au Burkina Faso-version-finale) (unicef.org)
- 21 Plan International. 2023. Des choix impossibles, des voix ignorées.
- 22 Communication sur l'adaptation aux changements climatiques du Burkina Faso, Gouvernement du Burkina Faso, 2021.
- 23 Projet Signal : Rapport de diagnostic logistique local / Analyse de risque / Impact des inondations sur les services d'approvisionnement et de transport / Province du Sanmatenga, Burkina Faso (mars 2023) <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/projet-signal-rapport-de-diagnostic-logistique-local-analyse-de-risque-impact-des-inondations-sur-les-services-dapprovisionnement-et-de-transport-province-du-sanmatenga-burkina-faso-mars-2023>
- 24 The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)
- 25 INSO Conflict dashboard <https://ngosafety.org/conflict-data-dashboard/>
- 26 UNMAS

- 27 INSO NGO Data Dashboard <https://ngosafety.org/conflict-data-dashboard/>
- 28 INSO NGO Data Dashboard <https://ngosafety.org/conflict-data-dashboard/>
- 29 Selon UNMAS le 12 mai 2023 le pont Tapoa sur l'axe Ougarou-Matiacoili a été dynamité, le pont du Tanwalbougou le 02 août 2023, sur l'axe Namoungou – Tanwalbougou et le 06 août le pont Boudéri sur l'axe Kantchari-Diapaga dans la région de l'Est. Le pont de Gorebalé le 31 mai 2023 situé sur la RN3 entre les localités de Tougouri et Taparko au Centre-Nord.
- 30 Etude Référentiel National de Développement
- 31 UNHAS
- 32 Tableau de bord statistiques 2020, Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale
- 33 Tableau de bord statistiques 2020, Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale
- 34 The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)
- 35 C'est sur la base dénombrement (plutôt qu'enregistrement). Ce n'est pas chiffres de nouveau PDI. Ce sont plutôt les chiffres des personnes qui se sont nouvellement déplacées, y compris 2e et 3e fois.
- 36 Cluster WASH
- 37 Cluster Santé
- 38 Cluster Education
- 39 CONASUR 2022
- 40 La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) du ministre de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques, 2022
- 41 Centre d'Action et de Réalisations Internationales (CARI), « lutte Contre la désertification au Burkina Faso : Opportunité et contraintes » (2014
- 42 Selon GCORR, 82 des 85 alertes de nouveaux déplacements (entre janvier et septembre 2023) étaient dues à l'insécurité.
- 43 Selon MSNA, la sécurité reste la principale raison motivant l'installation dans une nouvelle localité (87% en 2021, 92% en 2022 et 97% en 2023), suivie de la réunion familiale
- 44 Zones de concentration des PDI aux milieux urbains
- 45 Country - Burkina Faso (unhcr.org)
- 46 Les 15 ans et plus selon la base de données proGres
- 47 L'évaluation n'a pas pu être menée à Djibo
- 48 Profilage socio-économique des réfugiés maliens au Burkina Faso, HCR-IFORD, juin 2016 (<https://microdata.unhcr.org/index.php/catalog/131/download/206>)
- 49 Pour l'instant, il n'y a pas de pandémie de choléra, d'hépatite E ou d'autres épidémies purement attribuées à la crise humanitaire dans le pays, mais en fonction de la situation, il existe un risque d'une telle épidémie.
- 50 Pour l'instant, il n'existe pas de statistiques solides permettant d'enregistrer le nombre exact de conflits communautaires, mais les acteurs de terrain ont évoqué des risques pour 2024.
- 51 La dernière attaque des criquets pèlerins en 2006 et d'oiseaux granivores en 2019 dans la région du Sahel.